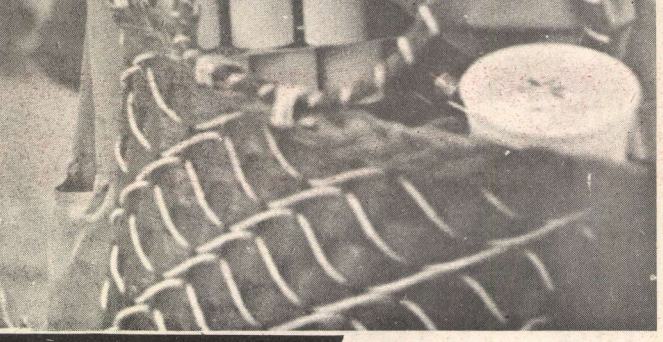
lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 50
2 JUILLET 1969
1 F

L'intronisation de Chaban Delmas :



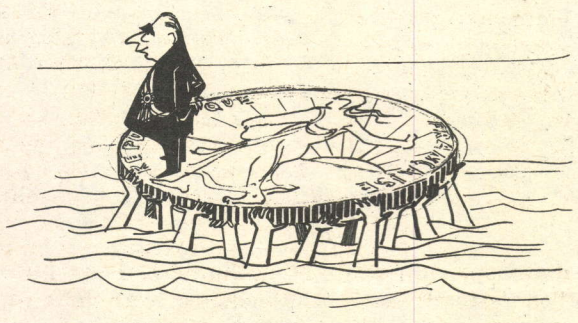
des discours et du vent

pour mieux préparer

l'austérité

L'intronisation de Chaban :

DES PROMESSES ET DU VENT POUR MIEUX PRÉPARER L'AUSTÉRITÉ



« Tous ensemble nous soutiendrons le franc »

LA presse bourgeoise, y compris en partie celle qui se targue de quelques velléités anti-pompidoliennes, avait salué avec une satisfaction touchante le discours d'intronisation de Chaban-Delmas.

« Il y avait bien dans le discours du premier ministre, une légère résonnance des grands discours de John Kennedy sur la grande société américaine à laquelle il rêvait » — s'épanouit **Combat** qui ajoutait « depuis le 15 juin, la France connaît la république de la courtoisie ». Sans doute s'agit-il de la fameuse courtoisie des C.D.R., des S.A.C., des flics et d'autres piliers de la république pompidolienne.

Il est vrai que Chaban s'y connaît en courtoisie, comme en promesses. Son discours était un modèle du genre. Chacun en avait pour son argent. Les députés, pour commencer, avec ce « chers collègues », début du discours, qui rappelait aux parlementaires que l'ex-président de l'assemblée était un des leurs et qu'il entendait s'en souvenir.

Mais le flot de promesses explicites ou implicites ne s'arrêtait pas à l'enceinte du palais Bourbon.

Les salariés ? « Ils doivent savoir que leur pouvoir d'achat sera préservé ». Les agriculteurs ? « Les exploitations familiales seront consolidées ». Les commerçants et les artisans ? On étudiera des mesures d'allégements fiscaux.

Il n'y aura pas de dévaluation. L'indépendance de l'O.R.T.F. sera sauvegardée. On développera les autoroutes, les P.T.T., le téléphone, etc.

Mais dans la description de la « nouvelle société » que son gouvernement « entend construire » Chaban a frisé le lyrisme. Cette « nouvelle société » est censée assurer à tout le monde, sinon la félicité, du moins quelque chose de très voisin. Et puis, ce sera « une société solidaire », « solidaire à l'égard des faibles et des malchanceux »..., « les mal logés, les personnes âgées, les handicapés, les veuves », « les travailleurs étrangers qui assurent dans notre économie, les travaux les plus pénibles », « les chômeurs ».

Et on en passe. Les promesses ne coûtent rien. Chaban en a dispensé à profusion. Et s'il a omis de mentionner expressément les pêcheurs à la ligne, les joueurs de flûte ou les collectionneurs de timbres postes, c'est probablement faute de temps.

Véritable discours de candidat député d'une sous-préfecture de province en chasse d'électeurs...

Le nouveau premier ministre a quelques raisons de craindre la renaissance de l'agitation sociale, qu'elle vienne des salariés, des artisans, des paysans ou des étudiants. Alors, il promet à tout-un-chacun, espérant que les promesses permettront de passer au moins quelques mois, les vacances aidant.

Par malheur pour Chaban, il ne suffit pas de se payer de mots pour faire disparaître, comme par enchantement, les innombrables sujets de mécontentement de toutes les couches de la société, et des travailleurs en particulier. D'autant moins que pendant que son chef s'évertue à dépeindre en paroles « la grande société » de son imagination, le gouvernement est en train de préparer de fait des mesures qui, elles, n'ont rien d'idyllique, bien au contraire. Et il ne prend même pas la peine de s'en cacher.

Toute la cohorte des économistes bourgeois s'efforce à expliquer que le processus inflationniste, considéré comme le principal danger dans la situation actuelle, vient de ce que les salariés, bénécifiaires des augmentations que l'on sait, dépensent trop. Trop en tout cas, par rapport à la capacité de production de l'industrie française. Alors, pour satisfaire cette demande, on importe, nous dit-on, un surcroît de produits étrangers, ce qui entraîne la détérioration de la balance des paiements, donc l'inflation.

Et par ailleurs, ose-t-on nous expliquer, l'expansion a résorbé peu ou prou le chômage et le besoin de main-d'œuvre des entreprises incite les ouvriers à une surenchère des salaires, ce qui contribue encore à faire hausser les prix et alimente à son tour l'inflation ! C'est clair et simple ! Pour les bourgeois, les responsables de l'inflation, ce sont les travailleurs et encore les travailleurs.

Personne ne souffle mot des milliards de dépenses inutiles de l'Etat, principale source de l'inflation. Milliards qui, il est vrai, ne sont pas perdus pour tout le monde, en tout cas pas pour les capitalistes qu'ils servent à subventionner directement ou par l'intermédiaire des commandes de l'Etat.

Dès lors, la politique du gouvernement est toute tracée. Réduire les dépenses des travailleurs en s'attaquant à leur niveau de vie. Freiner la concurrence patronale pour la main-d'œuvre en augmentant le nombre des chômeurs.

Voilà ce que l'on nous prépare derrière les discours sur « les rêves de grande société ».

Et voilà pourquoi, les travailleurs devront faire rentrer dans la gorge du premier ministre, ses promesses, ses « rêves », et ses envolées lyriques.

LA LOI D'AMNISTIE :

Une "générosité" savamment dosée

POMPIDOU a entendu marquer le début de son septennat par les signes de la générosité et de la clémence, distinctifs, paraît-il, de la grandeur des monarques.

La loi d'amnistie présentée par le nouveau gouvernement, et approuvée par les Chambres, veut refléter toute la compréhension de la nouvelle équipe gouvernementale.

La majorité de l'opinion publique aura certainement été sensible à la suppression des neuf millions de contraventions dressées en 1969, et aussi, ce qui est une mesure moins classique, à la suppression des frais de justice liés à ces contraventions.

Mais la loi d'amnistie s'étend à d'autres domaines. Elle supprime en particulier « les infractions... commises en relation avec les événements politiques et sociaux survenus en 1968, à la condition que ces infractions n'aient pas entraîné la mort, ou des blessures... » (Art. 2)

Dans le même domaine politique, l'amnistie s'étend à d'autres cas : les inculpations sous le prétexte de reconstitutions de ligues dissoutes sont effacées. De même « sont amnistiées les infractions... en relation avec toute entreprise tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat... » (Art. 3)

L'application de la loi d'amnistie permettra donc la libération des détenus bretons. Elle permettra aussi la fin de la scandaleuse détention des jeunes travailleurs bordelais, emprisonnés depuis des mois pour des broutilles, et condamnés en décembre dernier à de lourdes peines de prison.

Seront de même compris dans la loi d'amnistie les militants guadeloupeéns du G.O.N.G. ainsi que les paysans et les commerçants inquiétés à la suite de leurs manifestations.

Mais le gouvernement n'oublie pas de brandir la matraque, et ne manque pas une occasion de répéter que sa générosité ne doit pas être confondue avec de la faiblesse. Ainsi, le Garde des Sceaux, Pleven a-t-il déclaré devant le Sénat : « ...Mais si cet acte de confiance n'était pas compris, le gouvernement assumerait sans faiblesse les responsabilités qui lui incombent tant pour ce qui est du maintien de l'autorité de l'Etat que pour ce qui est de la stricte application des lois. »

Le gouvernement a d'ailleurs dans l'élaboration même de la loi d'amnistie, montré les limites de sa « clémence ». C'est ainsi que les lycéens et les étudiants qui voient leurs sanctions disciplinaires annulées ne seront cependant pas réintégrés dans leurs établissements, ce qui limite singulièrement la loi en ce qui les concerne. C'est ainsi que le gouvernement a refusé de prendre en considération le cas des journalistes licenciés de l'O.R.T.F. bien que les licenciements soient une conséquence directe des « événements sociaux de 1968 » sous prétexte que le gouvernement... ne peut pas intervenir dans le fonctionnement de l'O.R.T.F.

UNE VILLE A "MAJORITE" GAULLISTE

LE journal « Le Monde » du 21 juin a publié une enquête sur Roubaix. Dans cette ville, la majorité des affreux taudis (les couées) construits entre 1860 et 1900 sont toujours en place. Les travailleurs nord-africains et portugais ont pris la relève des ouvriers français et constituent la main-d'œuvre à bon marché dont les patrons du « textile » ont besoin.

Il paraît que « le patronat de l'industrie textile s'émeut de voir se perpétuer cette misère imméritée » (Le Monde).

« L'émotion » des patrons ne va pas jusqu'à leur faire céder pour la reconstruction les trente hectares d'usines désaffectées qu'ils détiennent dans le centre de la ville.

Sur une population totale de 115.000 habitants, 30.000 vivent dans le ghetto. Sur ces 30.000, il y a plus du tiers d'adultes car peu d'ouvriers étrangers ont emmené là leur famille.

Ces travailleurs ne font pas partie des 57.000 électeurs de Roubaix. Pompidou a obtenu 21.000 voix, Poher, 17.000 ; il y a eu 30 % d'abstentions.

Pompidou n'a même pas eu autant de voix qu'il y a de travailleurs dans le seul ghetto de la ville. Il ne représente qu'un quart de la population adulte et non un tiers comme le dit le P.C.F. qui trouve indécent de comptabiliser les prolétaires étrangers dans ses statistiques. Un quart de la population adulte, un dixième peut-être des producteurs a choisi M. le Président. C'est ce que Pompidou et ses adversaires « respectueux » nomment « la démocratie ».

Ils « crieront à la « dictature » le jour ou les 9/10 mettront les pieds dans le plat.

Un conflit sans issue

Tel-Aviv : explosion de l'oléoduc d'Haïfa après un sabotage (A.F.P.)

LES incidents de frontière entre Israël et ses voisins ne cessent de se multiplier. Aux canonnades le long du canal de Suez, succèdent les actions de commandos. Le général Dayan envisage quant à lui une nouvelle guerre prochaine contre l'Egypte. Déclarant à Tel Aviv qu'il fallait s'attendre à une rapide aggravation des hostilités, il ajoute : « Je n'hésiterai pas à demander au gouvernement de rappeler des réservistes afin de les entraîner en vue de l'éventualité d'une nouvelle guerre ».

Deux ans après la victoire israélienne dans la guerre des Six Jours, un conflit généralisé est donc à nouveau à l'ordre du jour au Moyen-Orient, ce qui montre d'ailleurs à l'évidence que la victoire israélienne n'a rien réglé. Les armées de l'Etat juif ont vaincu militairement les pays arabes mais elles ne peuvent venir à bout de la résistance palestinienne. Et tant que cette résistance existera, les pays arabes seront obligés de lui accorder leur soutien sous peine de se voir en butte à l'hostilité de leurs propres peuples.

Et de ce point de vue, une nouvelle victoire militaire israélienne ne changerait rien à la situation, car le problème essentiel n'est pas un problème militaire mais un problème politique.

L'implantation des colons juifs en Palestine s'est faite avec l'appui de la Grande-Bretagne puis des U.S.A. et a eu comme résultat immédiat de chasser de leur terre des centaines de milliers de paysans arabes. Que cette implantation se soit faite avec la complicité des féodaux arabes (qui y trouvaient leurs intérêts puisque ce sont eux qui vendaient leurs terres aux Juifs) est une évidence. Mais pour les fellahs arabes, qui cultivaient ces terres depuis des siècles, ce sont les Juifs qui apparaissaient comme les usurpateurs. Et ceux-ci d'ailleurs ne faisaient aucun effort pour tenter de se lier à la paysannerie pauvre. Mieux, des campagnes furent menées dans les villes en faveur du « travail juif », c'est-à-dire pour interdire aux entreprises juives d'embaucher des travailleurs arabes. Privé de terre, le paysan arabe se retrouvait aussi sans travail.

Pour les dirigeants sionistes le but de cette politique était de contraindre le plus grand nombre possible d'Arabes à quitter le pays pour se l'approprier ensuite. Pour ce faire on niait la réalité d'un peuple arabe en Palestine. Ben Gourion écrivait en 1931 : « En parlant des Arabes j'ai toujours fait cette distinction par rapport à la Palestine : j'ai fait la différence entre les droits du *peuple juif* en Palestine et les droits des *Arabes qui y habitent* — et non pas les droits du peuple arabe en Palestine » (Ben Gourion : **nous et nos voisins).**

Cette théorie raciste qui refusait toute réalité nationale, donc tous droits nationaux aux Arabes palestiniens, devait trouver sa consécration avec la guerre israélo-arabe de 1948. L'Etat juif déniait tout droit de retour aux réfugiés palestiniens dans leur patrie, il édictait dans le même temps une loi dite « du retour » qui permettait à tout juif du monde entier de devenir de fait « citoyen israélien ».

Et depuis cette situation et le caractère raciste de l'Etat juif n'ont cessé de s'aggraver : spoliations des terres appartenant aux Arabes qui étaient restés en Israël, négation de leurs droits politiques, brimades de toutes sortes, etc.

L'alignement d'Israël sur les impérialistes franco-anglais en 1956 et la guerre des Six Jours n'ont fait qu'envenimer les choses.

Depuis juin 1967, l'expansionnisme territorial de l'Etat juif s'est doublé d'une politique de répression systématique vis-à-vis des Arabes d'Israël et de ceux des territoires occupés.

De plus les dirigeants sionistes continuent à nier les droits nationaux des Arabes de Palestine. On parle aujourd'hui ouvertement de déporter tous les Arabes vivant sur les territoires occupés et en Israël vers les pays voisins. Et ces théories sont émises par des personnalités de premier plan. Par exemple le directeur du département de colonisation de l'Agence Juive écrivait le 29 septembre 1967 dans « Davar », journal officiel de la CGT israélienne : « La seule solution possible consiste à créer une Palestine, tout au moins la Palestine occidentale, sans Arabes.. et il n'y a pas d'autres moyens que de transférer tous les Arabes aux pays voisins, de les transférer tous hors d'ici. On ne devrait pas laisser un seul village, une seule tribu (de Bédouins) et les transferts devraient être dirigés vers la Syrie et l'Irak ».

D'autres politiciens préconisent l'encouragement de la démographie juive afin que les Juifs ne soient pas submergés à terme par les Arabes. On envisage donc la modification de la loi sur les avortements, très libérale en Israël. Mais il est peu probable que ce genre de mesure réussisse. Faute de pouvoir développer la natalité juive il ne resterait donc plus qu'à freiner la natalité chez les arabes. Mais vers quel abîme de discrimination raciale faudrait-il alors descendre ?

Les dirigeants sionistes d'Israël s'avancent lentement, mais sûrement, vers un type de régime raciste qui, dans le meilleur des cas, ressemblera à ceux en place actuellement en Afrique du Sud ou en Rhodésie.

Et dans une telle situation toutes leurs déclarations hypocrites sur la « paix » ne pourront aboutir.

Pourtant les conditions d'un règlement du conflit judéo-arabe existent. La première de toutes est de reconnaître que si les Juifs ont le droit de demeurer en Palestine, les Arabes palestiniens l'ont tout autant, sinon plus. Et cette reconnaissance des droits nationaux des Arabes palestiniens doit entraîner le droit de retour dans leurs pays, le droit d'être des citoyens à part entière, c'est-à-dire l'abolition de toute la législation raciste d'Israël, l'abolition du caractère sioniste de l'Etat juif.

C'est là la voie qui conduit non seulement à une coexistence fructueuse des peuples arabe et juif de Palestine mais aussi à leur intégration au sein d'une Fédération socialiste du Moyen-Orient.

Faute de la choisir les dirigeants sionistes ne peuvent que transformer leur peuple en « Herrenvolk » en alimentant par la même les pires théories racistes et fascistes et militaristes. Pour les révolutionnaires c'est donc un devoir de soutenir à la fois la lutte des Arabes de Palestine pour leur libération et la lutte de ceux, qui en Israël même, combattent pour la désionisation de l'Etat juif.

« CORDOBA LA REBELLE »

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article « Cordoba la rebelle », publié le 16 juin 1968 dans un journal révolutionnaire trotskiste argentin « La Verdad ». Ce texte, qui est le récit d'un témoin, relate l'insurrection ouvière et étudiante du 29 mai.

Le 29 mai commença comme un jour normal ; à 8 heures c'était le và et vient habituel. Seul l'important dispositif de police mis en place dans le centre de la ville en prévision des manifestations tandis qu'une multitude de jeunes parcouraient les rues du centre laissait présager d'importants événements.

C'est vers 11 heures que tout commença.

« A 11 heures des étudiants en droit se réunissaient pour manifester devant le Palais des Tribunaux... Quelques minutes plus tard ils recommençaient devant la Municipalité devant les contrôles de police. A Colon et Gral et à Paz une colonne d'étudiants, d'ouvriers et d'employés de Luz y Fuerza manifestaient aussi à 11 h 15. Mais les événements décisifs se jouaient ailleurs. Une colonne de 5.000 ouvriers de Kaiser avançait venant de Alta Gracia. A son passage de nombreuses personnes se mêlèrent à eux et ils furent rejoints avant d'arriver à la place La Paz par 1.000 étudiants. A l'entrée de la voie 9 quelques 3.000 ouvriers de Fiat avançaient aussi, lentement.

« Les premiers heurts se produisirent avec les travailleurs de SMATA. A deux kilomètres du centre, la brigade de la police fédérale lançait des gaz contre la colonne qui continuait à avancer.

« Rapidement celle-ci se disperse, non pour reculer : réalisant un mouvement de pinces elle enferme en effet la police. Le résultat : la police s'échappe au plus vite et se réorganise bientôt place Veles Sarsfield.

« Sur la voie 9 on essayait aussi d'arrêter les ouvriers de Fiat. Ceux-ci tranquillement scindèrent leur colonne et pénétrèrent dans de nombreuses rues arrivant ainsi jusqu'au centre. Il était 11 h 30 ».

Jusqu'à 12 h 30 les manifestants progressent jusqu'au centre de la ville.

« A 12 h 30 la colonne qui venait de Kaiser arrive aux alentours de la place Velez Sarsfield. C'est alors que commencèrent les premiers grands heurts. La police utilise des gaz, la cavalerie et enfin les 45. Les barricades et les incendies commencèrent à entourer la place. Boulevard San Juan où le dimanche 1er juin on pouvait lire encore : « Ce quartier est occupé par le peuple » ont lieu les premiers affrontements. Après une demi-heure, l'appareil répressif est désarmé. Des pierres, des bâtons, des frondes et surtout une audace et un courage à toute épreuve sont les armes populaires ». C'est là qu'un premier ouvrier est tué. *Tandis que les combats continuent une colonne de manifestants avancent par la rue Artura M. Bas. A 14 heures les manifestants sont maîtres du secteur. Pendant ce temps les ouvriers de Fiat se rendent maîtres dès 11 h 30 du quartier de la Nueva Cordoba. Tandis que la colonne d'étudiants, d'ouvriers et d'employés de Luz y Fuenza occupent vers 12 h 30 la zone autour de la place Général Paz où l'on entend crier le mot d'ordre « les ouvriers au pouvoir ». A 14 heures le siège du centre de la ville est terminé.*

La population dans son ensemble a participé aux combats et à 14 heures s'est l'enthousiasme qui domine.

« Nous donnons quelques chiffres : 25 blocs sont contrôlés par la police et dans ces 25 blocs la présence des manifestants n'a pu être éliminée ; tandis que les ouvriers et les étudiants sont maîtres de 300 blocs. »

Les incendies ne sont pas le produit du vandalisme comme a voulu le faire croire le gouvernement.

« Ont été incendiés : les bâtiments de la Cie Xerox (yankee) de la confiserie orientale (centre oligarchique), de la Direction Générale de Rentas, des Travaux et Services publics, les bâtiments des concessions automobiles Feigin et Tecnicor, ceux de la Municipalité, etc. A 15 heures commençait à brûler le club des sous-officiers de l'armée.

« A 15 heures, le gouverneur lance un appel à la réflexion et au calme. A 17 heures commencent à apparaître les premiers camions militaires. Les manifestants ne se dispersèrent pas mais continuèrent à essayer d'occuper les différents points ».

Résistance des francs-tireurs de l'ensemble des manifestants, barricades, incendies pour empêcher la police et l'armée de regagner du terrain. La nuit se passa parmi les coups de mitraillettes et les tirs de 22.

« Le vendredi à midi, l'armée ne dominait pas encore la situation. Une colonne de 1.000 personnes manifestait dans le quartier de Chinicos faisant front aux troupes. Dans la rue Riopa une colonne de 500 autres personnes portant un drapeau rouge se dirigeait vers la Canada. De nombreux incidents avaient lieu dans tous les quartiers. »

« Vendredi à 19 h 30 on connut les premières sentences des conseils de guerre. Les dirigeants syndicaux Augustin Tosco (Luz y Fuenza) et Elpidio Torres (Smata) furent condamnés respectivement à huit et quatre ans. Les chiffres officiels annonçaient 16 morts et de nombreux blessés. Un sous-officier et un aspirant de l'aéronautique étaient aussi tués. On ne peut compter le nombre de détenus car on ne donne aucune information à leur sujet. »

« Mais malgré les morts, la sensation dominante est celle d'un triomphe, celle d'avoir infligé un très dur revers à la dictature. »

« Cordoba commence alors une dure veillée d'armes ».

67.000 jeunes exclus de l'enseignement technique

Le Comité d'Action de l'Enseignement technique nous écrit :

Il y a quelques semaines, M. Edgar Faure annonçait qu'il y aurait 67.000 exclus dans l'enseignement technique cette année ; ceci sur un effectif global de 420.000 élèves. Bien qu'énormes, ces chiffres sont encore en deçà de la réalité. En effet, les exclusions dans les collèges techniques, collèges d'enseignement commercial et lycées techniques sont de trois ordres :

Les élèves sont, soit exclus définitivement, soit admis à redoubler mais exclus de leur établissement, soit admis à passer en classe supérieure mais exclus de leur établissement. M. le ministre n'a certainement pas compté ces deux derniers cas pour établir ses statistiques.

Un bon exemple, le lycée Jean-Macé (Vitry-sur-Seine) : après les conseils de classe de première et de seconde, sur 596 élèves recensés, 209 ne pourront être repris dans cet établissement l'année prochaine (nous tenons à préciser que tous les militants du C.A.E.T. sont évidemment dans le lot). Dans les diverses classes de brevet d'enseignement professionnel et de certificat d'aptitude professionnel, le pourcentage d'un exclu pour trois élèves se maintient.

De plus, les résultats du C.A.P. sont désastreux : en électro-mécanique, sur 3.000 candidats inscrits, il y en a seulement 300 qui ont réussi à surmonter la sélection. En ce qui concerne les baccalauréats techniques, les résultats partiels qui nous arrivent laissent prévoir pour cette année seulement 10 % de reçus.

Evidemment, il n'y a pas d'effet sans cause. Chacun connaît la situation de l'emploi en ce moment : les statistiques se veulent rassurantes. D'après la télévision et la presse réactionnaire, l'offre a, paraît-il, dépassé la demande. Il est certain qu'il reste pourtant en France bien des jeunes chômeurs. Il y aura cette année 67.000 jeunes supplémentaires à la recherche d'un emploi ; l'Etat préfère évidemment qu'ils soient disqualifiés et ne puissent pas présenter de diplômes là où on voudra bien les prendre (un jeune possédant un C.A.P. est employé comme ouvrier spécialisé, OS1 ou OS2, alors, sans C.A.P. il sera employé de la même façon, mais l'absence de diplôme l'empêchera d'espérer d'être un jour ouvrier qualifié (P2 ou P3). Des sous-payés, des surexploités, voilà ce que l'enseignement technique fournit au patronat.

Il est à remarquer que les élèves jetés à la rue cette année le sont irrémédiablement. Les sections les plus touchées sont celles qui ne permettent pas, après le baccalauréat, d'accéder à l'enseignement supérieur.

Justement, il faut remarquer que dans les élèves exclus viennent en priorité ceux qui ont participé de près ou de loin à toutes les actions menées par le C.A.E.T. au cours de l'année ; par exemple, le reproche fait à un élève dans son conseil de classe ne fut pas son manque de travail mais le fait qu'il ait participé à une grève. Cet « élément douteux » est admis à passer dans la classe supérieure mais est exclu de cet établissement.

Donc, aux causes techniques et économiques de ces exclusions viennent se greffer des raisons essentiellement politiques : à savoir que le gouvernement veut par tous les moyens rétablir le calme dans les établissements techniques.

Par ailleurs, il faut remarquer que dans les classes de C.A.P., de B.E.P., de seconde et de première technique, il y a en moyenne un élève sur trois exclu des lycées. Cette proportion s'abaissant pour les sections maths-techniques (bac E) et les sections économiques qui permettent seules l'accès en facultés. Par contre, les sections qui obligent les élèves à travailler sitôt leur examen obtenu (bac mécanique, électrotechnique, secrétariat) voient le pourcentage s'élever jusqu'à 50 % d'éliminés. Cela permet au patronat d'avoir à sa disposition des travailleurs qualifiés dont il a besoin tout en ne leur donnant pas le salaire correspondant à leur qualification...

Pour notre part, nous avons déjà entamé la lutte. Nous faisons en ce moment une campagne d'information (dont cet article fait partie) et nous demandons dès maintenant aux militants des C.A. de quartier de se mettre en rapport avec nous afin d'assurer une énorme diffusion de tracts expliquant comment et pourquoi 67.000 élèves sont exclus des établissements d'enseignement technique.

C.A. de l'enseignement technique.

Au C.E.T. de La Courneuve

APPRENTISSAGE DE L'EXPLOITATION

UNE ancienne usine l'Oréal, désaffectée, une porte en fer grise, tel est l'aspect que présente le collège d'enseignement technique de la rue Gabriel-Péri à La Courneuve.

A l'intérieur de cet établissement, un gardien vous accueille, près d'une pointeuse, destinée au personnel de service.

C'est dans ce collège que l'on dresse ceux qui seront de futurs exploités.

L'horaire y est, bien entendu, adapté « aux besoins de l'économie », 40 heures se décomposant en 20 heures d'enseignement général et en 20 heures d'atelier ; d'où des journées fort longues, si l'on tient compte des déplacements car beaucoup d'enfants viennent de la banlieue environnante.

Comment se présente ce haut-lieu de l'enseignement pédagogique : le cadre est celui d'une caserne aux dires des élèves eux-mêmes : les bâtiments ont un aspect extérieur peu avenant : devant, une sorte de terrain vague, rempli de gravats et d'objets hétéroclites, flanqué de maisons lépreuses, noires de poussière et, comme pour rappeler constamment au futur jeune prolétaire ce que sera sa vie, quelques grands ensembles ont poussé juste devant...

C'est dans cette « cour » qu'on « rassemble », c'est le terme exact, les 400 élèves du CE.T., de 14 ans à 17 ans, fils d'ouvriers pour la plupart, dont beaucoup sont d'origine nord-africaine ou espagnole. Certains vivent même dans des bidonvilles, encore heureux d'être les élus qui ont pu « poursuivre leurs études ».

La discipline y est quasiment militaire : interdiction de fumer, d'avoir les cheveux longs, etc. ; l'encadrement « pédagogique » (est-ce un hasard) se compose pour beaucoup d'anciens militaires (membres de l'administration ou enseignants).

Les élèves avaient jusqu'à ces derniers temps 20 heures d'atelier, et 20 heures d'enseignement général sans discontinuer, car ce n'est que récemment qu'une pause de 10 minutes le matin et de dix minutes le soir a été imposée à l'administration.

« L'enseignement » est un véritable dressage car les élèves doivent se tenir debout, sans discontinuer près des machines... Les directives sont souvent données sous forme de « coups de gueule ».

Quant aux classes elles ne sont pas refaites pour la plupart et pour la plupart non insonorisées. Dans certaines il n'existe d'ouvertures que par le plafond et lorsqu'il pleut, ce sont de véritables gouttières.

La nourriture (les élèves s'en plaignent beaucoup) y est de moitié inférieure en quantité à celle des professeurs.

Et pour comble de dérision, dans ce bâtiment inadapté à un enseignement pédagogique, on a la prétention d'être à la pointe du progrès puisqu'un réseau de télévision ayant coûté la bagatelle de plusieurs millions a été installé (le prestige quoi !).

Ce fut en mai un collège où les élèves se montrèrent combattifs ; ils réclamaient une humanisation des rapports, la suppression des consignes, l'amélioration de la nourriture, le droit entre autres de pouvoir, eux-aussi contester les professeurs, le droit d'être traités en adultes...

Comme on le voit, l'apprentissage de l'exploitation commence tôt.

Le scandale des cantines scolaires :

C'EST PAS D'LA SOUPE... C'EST DU RATA !

LA presse a publié récemment un certain nombre de témoignagnes sur les cantines scolaires.

« Trois millions d'enfants mangent chaque jour n'importe quoi, n'importe comment et plus de cent mille personnes n'ayant reçu aucune formation sont employées à préparer leurs repas dans des installations moyenâgeuses. » Telle est la conclusion du président de la commission nationale des restaurants d'enfants de la Ligue française de l'enseignement.

De cette enquête, il ressort que les « fayots » ne sont pas le privilège des bidasses mais qu'ils constituent une part importante de la nourriture fournie par les cantines scolaires. Celles-ci ne donnent aux enfants des travailleurs — qui forment la quasi totalité des « clients » des cantines — que des aliments dont la valeur nutritive est très insuffisante, en quantité aussi bien qu'en qualité.

Or, pour la plupart des ménages de travailleurs des grandes villes, il n'y a pas moyen de faire autrement que de faire manger les enfants à l'école, et cela pendant toute la scolarité. Ce qui signifie que pendant au moins sept à huit ans, celui-ci sera mal nourri un repas sur trois, plus de six mois par an. S'il poursuit ses études, il en sera de même au collège, au lycée, puis s'il a la chance d'être étudiant au restaurant universitaire, puis pour les garçons à l'armée.

Une fois adultes, ces mal-nourris devront se contenter du restaurant d'entreprise, cher et de médiocre qualité, d'un sandwich ou du libre-service.

Les travailleurs, en France, ne meurent pas de faim. Mais à moins de dépenser une part extrêmement importante de leur salaire pour la nourriture, ils doivent se contenter d'être nourris de l'enfance à la retraite au rabais. Tout ce qui est cantine a été créé pour libérer la main-d'œuvre et limiter les déplacements à ceux du matin et du soir. Mais à midi, le repas est fait en dépit du bon sens. On ingurgite dans des locaux bruyants et inconfortables, quand ils ne sont pas malpropres, des plats qui « calent » mais qui ne nourrissent pas et qui ne sont pas hygiéniques.

Dans bien des ménages de travailleurs, le repas pris en famille, dépense de fatigue supplémentaire pour la mère de famille, n'est pas beaucoup plus équilibré s'il est mieux préparé. Le budget familial fait que les produits de qualité y sont rares. De plus, l'industrialisation de l'alimentation s'accompagne d'une altération des aliments, dans cette société de profits.

Repas pris à la sauvette, dans de mauvaises conditions, nourriture de mauvaise qualité, tel est le lot des travailleurs dans un pays riche comme la France. Et cela, de l'enfance à la retraite, et après encore pour nombre d'entre eux.

La fameuse gastronomie française est réservée à ceux qui peuvent payer ou aux touristes. Pour les autres c'est le rata.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

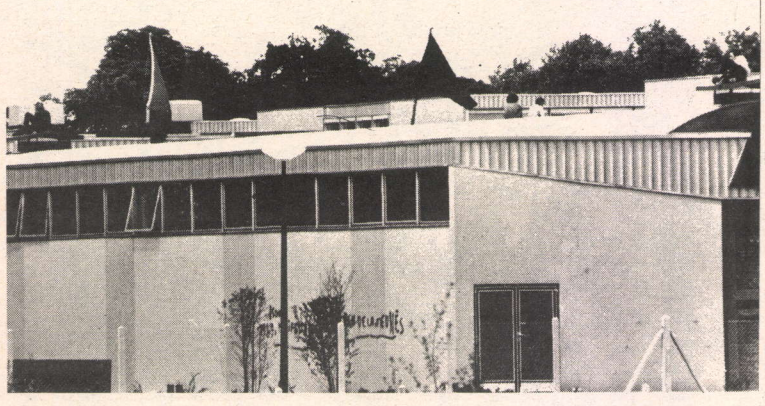
ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS



La Faculté de Vincennes (U.P.I.)

Les élections au centre de Vincennes

Des mœurs qui n'ont rien à voir avec le socialisme révolutionnaire

Les élections à l'assemblée constitutive de l'Université et au Conseil provisoire de gestion ont donc finalement eu lieu au centre de Vincennes. Le personnel administratif, le corps enseignant, les étudiants ont voté. Officiellement du moins, car les résultats par eux-mêmes — 13,3 % d'étudiants votant en première année, 21,6 % dans les autres — ne devraient nullement permettre aux partisans de l'élection de crier victoire.

Normalement même, si on les compare avec les pourcentages de votants dans les autres élections universitaires qui ont eu lieu cette année, même les plus favorables aux consignes abstentionnistes des gauchistes, ils devraient apparaître comme un écrasant succès des partisans de l'abstention.

Mais depuis une semaine, depuis que le scrutin avait été empêché une première fois et les urnes noyées dans le bassin, l'enjeu n'était plus le pourcentage de votants ni le pourcentage de bulletins obtenus par telle ou telle liste. Il était de savoir si les élections auraient lieu ou non.

Elles ont eu lieu. Peut-être dans la confusion et grâce à l'intervention d'un service d'ordre du P.C.F. venu de l'extérieur, mais elles ont eu lieu. Pour le gouvernement, pour le P.C.F. aussi, c'était là le principal. Les apparences sont sauves. Force est restée, même si ce n'est que pour une après-midi, à l'ordre et à la loi.

Et le pire, c'est que les défenseurs de cet ordre et de cette loi apparaissent aujourd'hui à Vincennes comme les défenseurs de la liberté et de la démocratie. Oui, défenseur de la liberté, un gouvernement dont les C.R.S. matraquent et répriment à longueur d'année. Oui, défenseur de la démocratie, un P.C.F. qui partout où il le peut empêche l'expression des minorités sur sa gauche.

C'est une ironie amère, mais à Vincennes, grâce à une habile propagande et surtout grâce à la conduite imbécile et irresponsable d'un certain nombre de soi-disants révolutionnaires, ils sont devenus les protecteurs des droits de la minorité !

Cette minorité voulait voter. Aux yeux de personnes sensées, aux yeux de la classe ouvrière en tout cas, ce n'est pas là un crime. L'abstention peut être comprise et admise. La preuve en a été apportée lors du deuxième tour des élections présidentielles par le succès de la consigne du P.C.F. en milieu ouvrier. Le boycott aussi, quoique plus difficilement. A condition de toute manière qu'ils soient justifiés et pas n'importe quand. La plupart des travailleurs qui se sont abstenus lors des élections n'auraient certainement ni compris ni approuvé que les militants du P.C.F. interdisent l'entrée des bureaux de vote la matraque à la main ou qu'ils brûlent les urnes.

Or, l'abstention dans les élections universitaires n'est pas, aujourd'hui, justifiée. En s'abstenant de présenter des candidats qui pourraient siéger dans les différentes instances universitaires, les révolutionnaires ne se donnent aucun moyen supplémentaires de faire connaître leurs idées et leur programme. Au contraire, ils se privent de l'un d'eux, mineur peut-être, mais réel tout de même. D'autre part, le fait de participer à ces élections et même à ces instances ne constitue nullement en soi la moindre compromission. Tout dépend de l'attitude qu'on y a et du programme qu'on y défend. Il n'y a donc aucune raison de leur tourner le dos, alors que de toute évidence, nous ne sommes pas en période révolutionnaire, qu'il n' y a pas nécessité de délaisser les urnes pour la raison qu'elles pourraient détourner d'un autre combat (que les abstentionnistes ne proposent d'ailleurs pas).

A Vincennes, la majorité des étudiants et surtout l'énorme majorité des étudiants gauchistes étaient favorables à l'abstention. C'est une erreur, mais ce n'est cependant pas le plus grave.

Ce qui est encore bien moins justifié, c'est la prétention de certains de vouloir par la force empêcher ces élections.

D'abord parce que cela jette beaucoup de suspicion sur la réelle représentativité des partisans de l'abstention. Pourquoi donc vouloir empêcher à tout prix ces élections sinon parce qu'ils ne sont pas sûrs, justement, de refléter l'opinion de cette majorité ? Voilà ce que ne peuvent s'empêcher de penser tous ceux qui, hors de Vincennes, regardent vers le centre universitaire. Et le boycott du coup, se retourne contre ses auteurs : dans l'ambiance créée, les 10 ou 20 % d'étudiants qui ont voté — chiffre qui aurait semblé ridicule en d'autres circonstances — prennent la valeur d'un symbole, celui de l'opposition brimée par les gauchistes.

Ensuite et surtout parce que c'est là la révélation de méthodes qui sont fondamentalement étrangères au socialisme révolutionnaire. Bien sûr, nous ne nions pas la nécessité de la violence. Bien sûr, nous concevons que dans certaines circonstances, on puisse boycotter activement, c'est-à-dire empêcher des élections. A condition que ce soit une nécessité absolue justifiée par l'intérêt de la révolution socialiste et celui de la classe ouvrière, et que celle-ci le comprenne et l'approuve.

Mais l'emploi systématique de méthodes quasi terroristes contre tout ceux qui n'ont pas l'heur de vous plaire, la volonté systématique d'empêcher l'expression de ceux qui ne pensent pas comme vous, quand ce n'est pas l'emploi de brimades humiliantes contre ses adversaires, n'est pas le fait de socialistes mais celui de fascistes.

Les étudiants qui se sont battus en mai 68 ne l'ont pas fait pour voir noyer des urnes ou saborder des élections, même s'ils estiment ces élections inutiles.

Ils ne se battaient pas davantage pour voir saboter la conférence de telle ou telle personnalité, journaliste ou artiste, invité par certains étudiants, sous prétexte qu'ils représentent la culture bourgeoise.

Et encore moins pour voir promener après avoir été déshabillé et affublé d'une croix gammée un malheureux que l'on soupçonne d'être d'extrême-droite.

Ils se sont battus au contraire pour un idéal de liberté, contre tous les flics, tous les interdits et toutes les brimades.

La petite minorité qui, sous couleur de gauchisme, se livre à Vincennes à ce genre « d'exploits » ne peut qu'aboutir à dresser la masse des étudiants contre elle. Car ils n'ont aucune raison d'accepter longtemps de certains pseudo-gauchistes, ce qu'ils n'ont pas accepté de l'Etat bourgeois, de sa police et de ses chiens de garde.

Aujourd'hui, les staliniens, qui ont fait régner l'ordre pour ces élections, n'ont pas recueilli pour cela l'appui des étudiants. Ceux-ci n'attachent pas d'importance à ces élections et demeurent méfiants vis-à-vis d'un P.C.F. dont ils ont vu trop souvent le vrai visage depuis plus d'un an.

Mais demain, excédés par l'attitude de certains irresponsables, ils peuvent bien accepter n'importe qui, P.C.F. ou autre, décidé à faire respecter un minimum d'ordre.

Cet ordre n'aura alors rien de révolutionnaire. On l'a vu jeudi dernier quand le service d'ordre du P.C.F. a commencé la chasse aux gauchistes.

Mais c'est bien pour cela que c'est aux révolutionnaires eux-mêmes de mettre le hola, tant qu'il en est encore temps et qu'ils le peuvent eux, avec l'appui de la majorité des étudiants.

Sinon, ce seront d'autres qui le feront... et contre eux.

Quand les juifs d'extrême droite utilisent les méthodes fascistes

Le 9 juin dernier à Francfort, des commandos sionistes attaquaient un meeting sur le problème palestinien dont le principal orateur était un juif israélien internationaliste.

Le 20 juin, dans la région parisienne cette fois, à Sarcelles, des sionistes, membres de l'organisation nationaliste « Betar » faisaient de même. Dans l'un et l'autre cas, la police s'est montrée favorable aux agresseurs, et ceux-ci ont entamé une vaste campagne sur le thème : « Tous les antisionistes sont des anti-juifs et distillent le racisme ».

Venant de la part de gens qui passent leur temps à justifier l'agression du peuple arabe de Palestine au nom du « peuple élu », l'argument paraît un peu fort, mais il porte dans le milieu juif et chez nombre de militants de gauche sensibilisés par le problème juif.

Aux militants révolutionnaires, juifs et non juifs, de montrer que leur solidarité envers le peuple palestinien opprimé n'a rien à voir avec « l'antisémitisme », et est inséparable de la lutte pour une Fédération socialiste du Moyen-Orient où juifs et arabes de Palestine pourront coexister.

SARCELLES

Agression des sionistes contre une réunion palestinienne

Le vendredi 20 juin, une réunion publique contradictoire sur la crise du Moyen-Orient et la résistance palestinienne devait avoir lieu sur l'initiative de plusieurs organisations gauchistes : Comité de libération de la Palestine, Cercle Rouge, Militants des C.A. locaux, P.S.U. et Trois militants du Matzpen (organisation socialiste israélienne).

Peu avant l'ouverture des portes, tandis que des camarades préparaient la décoration de la salle (à Sarcelles, la plupart des réunions politiques se tiennent dans la salle paroissiale), quinze jeunes sont entrés de force avec l'intention très nette d'empêcher la tenue de cette soirée. Ils s'installent dans la salle, laissant prévoir qu'ils n'étaient pas là en spectateurs...

Après « l'ouverture » des portes, plusieurs centaines de jeunes juifs se précipitent dans la salle, décidés pour la plupart (à Sarcelles, il existe une forte communauté juive, d'origine nord-africaine, traditionnellement anti-arabe) à empêcher les orateurs de parler.

C'est en chantant *La Marseillaise* que les plus excités se mettent à arracher affiches et panneaux, cassant tout au passage et déchirant les drapeaux rouges et palestiniens.

Dès lors, la tenue du meeting est rendue impossible. On tente alors de la transformer en table ronde où s'exprimeraient trois arabes palestiniens et des sionistes, c'est-à-dire des partisans de l'Etat d'Israël. Mais à peine un camarade se met-il à expliquer sa position en faveur des arabes, que certains sionistes se mettent à chanter la *Hatikva,* l'hymne national israélien, et tentent de transformer ce meeting en réunion sioniste.

A ce moment, une bande de près de cent énergumènes du « Betar » de Paris (mouvement de jeunesse juive d'extrême-droite), armés et venus là pour « cogner », font irruption sur la tribune, tentent d'agresser les organisateurs, lançant des bancs, des chaises et autres projectiles.

Dans la salle, la bagarre fait rage à tel point que quelques jeunes des mouvements « sionistes-socialistes », c'est-à-dire partisans du dialogue avec les arabes, viennent se mettre aux côtés des gauchistes et se battent contre les « durs ». Finalement, la police arrive sur les lieux et fait évacuer la salle.

Depuis, la situation est pour le moins tendue à Sarcelles. Dimanche 22, les C.A. ont décidé de mener une campagne d'explications, par tracts et par affiches ; ils y réclamaient le droit de réunion et d'expression libre à Sarcelles. Les sionistes de leur côté diffusaient un tract dans lequel les gauchistes étaient accusés de vouloir répandre le « venin antijuif » dans cette « paisible cité », et qu'ils voulaient envoyer les juifs à Auchwitz et à Buchenwald...

Sur la place du marché, devant la poste, ce furent cette fois les sionistes de Sarcelles qui déchirèrent les affiches et invectivèrent les diffuseurs du C.A. Il s'en fallut de peu que le combat ne recommençât. Et sous l'œil des militants du P.C.F. indifférents, qui malgré eux furent aussi malmenés par les sionistes (et décampèrent par la suite), c'est la police qui sépara les adversaires.

DIALOGUE «TRIBUNE SOCIALISTE»-«LUTTE OUVRIERE»

IVe Article (voir L.O. nos 47, 48, 49)

SUR LE CONTROLE OUVRIER

Il faut aussi mener la classe ouvrière à l'offensive

A. Behar
Commission Nationale
Entreprise P.S.U.

Dans le cadre de la discussion engagée entre les rédactions de **Tribune Socialiste** et de **Lutte Ouvrière** nous publions ci-dessous un article de la rédaction de T.S. — le quatrième de la série.

Parallèlement, les interventions de la rédaction de **Lutte Ouvrière** sont publiées chaque semaine par **Tribune Socialiste.**

Nous sommes bien d'accord avec l'analyse de « Lutte Ouvrière » sur la nécessité de la bataille politique, à visage découvert, dans l'entreprise, d'accord aussi pour constater l'immense risque d'intégration du mouvement syndical à l'appareil capitaliste, l'étape actuelle s'appelant « participation ».

D'accord enfin pour voir dans cette action, qui comporte, bien sûr, la dénonciation prioritaire de cette intégration, l'ensemble du courant gauchiste (ceux qui ricanent en disant que c'est utopique n'ont jamais mis les pieds dans une usine – en particulier à Hispano, la SNECMA, Renault, etc – et n'ont jamais subi TOUS LES JOURS la répression patronale et celle de l'appareil de la C.G.T... Dans ces circonstances l'unité des gauchistes est en fait naturelle).

Mais, camarades de L.O., il faut aussi proposer une stratégie révolutionnaire coordonnée !

Rappelez-vous en mai 1968, le désarroi d'une grande partie du prolétariat qui ne savait plus mener une lutte pour le pouvoir, et que des années et des années de luttes catégorielles, de processions, ou grèves de 24 heures, entrecoupées de rites électoraux, l'expliquent largement.

Il est donc urgent, pour tous les révolutionnaires, de lier la théorie avec la pratique, c'est-à-dire de traduire en terme d'objectif la lutte de classe et la nécessité absolue de renverser le pouvoir de la bourgeoisie pour lui substituer le pouvoir du prolétariat.

C'est pourquoi nous, militants du P.S.U. engagés dans la lutte politique dans les entreprises, nous proposons à tous les gauchistes de se battre avec nous pour le contrôle ouvrier.

C'est le prolétariat russe qui nous a donné l'exemple : la lutte pour le contrôle ouvrier a eu un rôle important pour assurer le succès de la révolution d'octobre.

« Jusqu'à la révolution d'octobre il ne pouvait cependant pas avoir eu d'importance pratique, économique, ni avoir pu jouer un rôle créateur. Il était beaucoup plus une ARME DE LUTTE, UN MOYEN D'AUTO-DEFENSE, UN MOT D'ORDRE POLITIQUE, qu'un système économique appliqué. »

« Le contrôle ouvrier, devenu entre les mains des ouvriers un lourd marteau, écrasa l'autocratie du capital dans le pays et à l'usine. Cette tâche mit fin au règne historique de la bourgeoisie. »

Anna Pankratova
(Moscou 1923)

C'est vrai que le contrôle est un objectif transitoire, mais il permet de mobiliser dans le bon sens la classe ouvrière et il permet de mener une lutte frontale contre le pouvoir patronal, réduisant à néant aussi les tentatives de « participation » et autres « pouvoirs partiels » intégrés dans l'appareil de direction des usines.

Ce que nous vous proposons, ce n'est pas seulement l'explication persévérante de ce mot d'ordre politique, mais d'entraîner des luttes de masse pour l'imposer.

C'est possible, car les travailleurs savent dans beaucoup d'usines (et tout spécialement dans la sidérurgie, l'automobile et la chimie) que la seule action revendicative ne débouche pas et qu'il faut sans cesse recommencer.

C'est nécessaire, car mieux que des dénonciations écrites, s'ils refusent le contrôle, le caractère contre-révolutionnaire des dirigeants du P.C.F. apparaîtra au grand jour.

C'est urgent, car il faut que le prolétariat français relaye le prolétariat italien, qui lui, a effectivement imposé les conseils ouvriers et le contrôle dans certaines usines (Fiat, Pirelli, etc.), mais qui commence à s'essoufler.

Pour cette action, nous pensons qu'il faut une coordination des gauchistes implantés dans les entreprises (et eux seuls, les porteurs de bonne parole de l'extérieur n'ont aucun impact sur les ouvriers) au-delà du seul lieu de travail.

Voici deux exemples :

— La SNECMA a depuis longtemps absorbé Hispano-Suiza. Le patronat est commun et la Direction aussi. Les licenciements avancés sont aussi valables pour les travailleurs de Corbeil que pour ceux de Bois-Colombes. Et pourtant les forces syndicales se conduisent comme si les intérêts des ouvriers des deux usines n'étaient pas communs, et installent une rivalité entre les deux usines ! Comme si l'exploitation capitaliste pouvait être séparée !

La seule réponse logique est la bataille en commun des ouvriers des deux usines face à la Direction unique, et surtout d'imposer en commun le contrôle des travailleurs (sur le licenciement et l'embauche, d'abord).

Et bien, c'est le rôle des forces gauchistes des deux usines de donner l'exemple, et de montrer qu'à leur niveau l'unité totale est faite (SNECMA-Corbeil et Hispano-Bois-Colombes).

— Les ouvriers des chantiers navals A.C.D.B. de Dunkerque se battent durement sur leurs conditions de travail, en particulier l'absence de contrôle sur la sécurité dans le chantier. La Direction leur répond à chaque fois qu'elle ne peut rien car elle doit leur faire supporter le déficit du chantier de Bordeaux. En même temps, les ouvriers du chantier de Bordeaux se font licencier en masse à cause, dit la Direction de Bordeaux, de la prédominance de Dunkerque ! Et, bien sûr, les syndicats respectifs abondent dans le même sens, et mènent la petite guerre entre les deux chantiers...

Les deux sections P.S.U. (Chantiers de Dunkerque et de Bordeaux) vont mener leur action en commun, avec un matériel commun sur des vérités élémentaires (un seul patron : Schneider, un seul combat ouvrier), et sur une proposition commune (contrôle des travailleurs sur les deux chantiers, en priorité sur les conditions de travail et les licenciements).

Pourquoi tous les militants révolutionnaires des deux chantiers ne se joindraient pas à cette action ? Pourquoi ne pas généraliser la coordination, comme pour SNECMA-Hispano ?

Bien sûr, la stratégie politique ne se limite pas au seul contrôle, et la lutte politique pour la révolution socialiste est plus complexe.

Mais sur cet objectif, pourquoi ne pas unir nos forces, et agir en commun avec un matériel commun ! (Par exemple un journal comme « le gauchiste » d'Hispano).

Notre débat, entre T.S. et L.O. est passionnant, mais il faut traduire dans les faits cette volonté unitaire.

Par où commencer ? Et bien nous vous proposons de dépasser le stade défensif de notre unité et de passer à la grande offensive pour imposer le CONTROLE OUVRIER.

Passation des pouvoirs au Ministère des Finances. M. Ortoli (à gauche), ancien ministre, passe ses pouvoirs à M. Valéry Giscard d'Estaing. (A.F.P.)

ARRIVE rue de Rivoli, M. Giscard d'Estaing a la lourde tache de maintenir l'équilibre budgétaire de l'Etat. En acceptant le rôle ingrat de grand argentier de France, notre ministre des Finances a, en même temps, accepté de tenter de maintenir l'équilibre budgétaire sans employer une méthode trop brutale.

Pour constituer son ministère, M. Chaban-Delmas avait d'abord pressenti M. Antoine Pinay. Le maire de Saint-Chamond a réussi à se faire une réputation d'homme capable d'opérer un redressement financier et d'inspirer confiance à ceux qui détiennent les capitaux. Mais M. Pinay s'est récusé, car la situation est difficile et, pour la rétablir, cela nécessiterait des mesures sévères d'austérité que, d'après ses propres paroles, les Français n'étaient pas disposés à accepter. A la suite de ce forfait de M. Pinay il revient à M. Giscard d'Estaing d'essayer de trouver d'autres méthodes. Des méthodes plus souples qui devront ariver au même résultat mais sans heurter de front ceux qui doivent payer et surtout sans les heurter tous en même temps.

De là est venue l'idée des « crédits optionnels ». Le gouvernement va donc présenter un projet de loi de finances particulièrement dur. C'est-à-dire que l'on va rogner sur les crédits des différents ministères. Mais pour pallier le mécontement que cela doit entraîner, une partie mal définie du budget sera consacrée aux « crédits optionnels ». Cela permettra d'entretenir l'illusion que différents secteurs de l'économie pourront profiter de ces crédits dont la destination n'a pas été précisée.

Cette méthode a paraît-il été appliquée avec succès en Suède et en Allemagne.

En fait elle consiste à faire voter le budget dans les temps impartis par la loi pour rassurer l'opinion publique tout en permettant à l'Etat d'utiliser les deniers publics au fur et à mesure des aléas de sa politique. Autrement dit l'Etat fonctionnera pratiquement comme s'il n'y avait pas de loi de finances.

Bien entendu chaque ministère aura son budget mais un budget réduit et qui ne pourra être complété qu'en fonction des options que le gouvernement voudra bien choisir ou qu'il sera amené à choisir sous la pression des événements.

Voilà bien un bel exemple de gestion capitaliste. Gouverner c'est prévoir mais le gouvernement s'avoue incapable de prévoir son budget, incapable d'avoir un budget équilibré. Il définit donc les grandes lignes de ses rentrées et de ses dépenses et il prévoit des « imprévus », des crédits optionnels, qui seront débloqués au « coup par coup » comme c'est devenue une habitude de travailler dans les entreprises capitalistes.

Les grosses entreprises capitalistes, et l'Etat est la plus grosse d'entre elles, disposent d'ordinateurs électroniques, pour réaliser les prévisions de leurs budgets. Mais dans la pratique ils en arrivent à travailler, au gré des fluctuations économiques, dominées par les contradictions de leur propre système.

Vatican and Co

Mon royaume n'est pas de ce monde

Le bruit court que le Vatican aurait mis en vente une partie de ses actions de sociétés italiennes.

A ce sujet, on a appris que le Vatican détiendrait 30 % du capital de « L'immobilière », société qui possède un grand nombre d'immeubles en tous pays et en particulier sur les Champs-Elysées, et un important paquet d'actions sur la firme romaine « Conduite d'eau ».

Il ne s'agit là, bien sûr, que d'une minuscule part des biens détenus par l'Eglise catholique dans le monde. On savait déjà qu'aux U.S.A., l'église catholique est une « société » qui vient immédiatement après « General Motors » au point de vue fortune. Il suffit de noter que le chiffre d'affaires de la General Motors dépasse le budget de 35 pays sous-développés.

Nous devons avoir ces chiffres présents à l'esprit quand on parle devant nous de l'église catholique. Certes, on voit parfois (bien peu) certains prêtres prendre le parti des exploités ou se joindre aux guerilleros d'Amérique latine. Mais nous ne devons pas oublier que même sur la balle qui tua Camilio Torrès, le Vatican tira un petit bénéfice.

Avec les crédits optionnels, Giscard d'Estaing veut gérer l'État au coup par coup

La « médecine giscardienne » des « crédits optionnels » paraîtra peut-être moins douloureuse que la chirurgie qu'aurait voulu employer M. Antoine Pinay. Mais elle ne guérira pas l'économie capitaliste malade. Il y a même gros à parier qu'elle entraînera de douloureuses poussées de fièvre.

Les entreprises industrielles veulent des allégements de fiscalité ; les artisans, les petits commerçants, les paysans réclament une aide de l'Etat pour garantir leurs prix, les cadres réclament un allégement de la fiscalité, les ouvriers exigent le maintien de leur pouvoir d'achat face aux hausses des prix provoquées par une inflation que l'Etat n'est pas en mesure de juguler. Alors on limitera les dépenses de l'Education nationale, on limitera les investissements destinés à la construction de routes et de logements, éventuellement on procèdera à l'augmentation ds transports, à l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale et à la réduction des prestations.

Tout cela ne manquera pas de provoquer du mécontement et des conflits.

C'est alors que l'Etat aura la ressource de puiser dans ses « crédits optionnels » pour tenter de donner partiellement satisfaction à ceux qui exerceront sur lui la plus forte pression.

Les capitalistes, eux, ont les moyens de se faire entendre du Gouvernement et peuvent compter sur l'aide de l'Etat. Les autres catégories sociales, paysans, petits commerçants, devront, s'ils veulent qu'on les écoute, recourir à la lutte. Les barrages sur les routes, l'assaut des préfectures font partie de leur arsenal de combat.

Quant aux ouvriers, s'ils ne veulent pas être les « laissés-pour-compte », s'ils ne veulent pas être les principales victimes de l'austérité, ils devront eux aussi engager la lutte.

Car il est bien évident que la politique budgétaire du gouvernement vise en premier lieu à faire supporter les frais de la politique des capitalistes par les masses travailleuses.

Le gouvernement compte pouvoir scinder la lutte des paysans, des étudiants et des ouvriers en calmant leurs réactions par un savant dosage de la répartition d'une partie des ressources de l'Etat. Si les travailleurs acceptent de faire les frais de la politique des capitalistes, les « crédits optionnels » pourront remplir leur rôle de bouche-trou.

Mais si les travailleurs exigent leur part, s'ils refusent de se laisser duper et spolier pour le soutien de la lutte stupide pour l'expansion qui doit garantir la compétitivité, alors les « crédits optionnels » mis en réserve pour éteindre les clignotants du dangereux système capitaliste seront insuffisants. Les réalités économiques sont plus fortes que les idées de « l'imaginatif » M. Giscard d'Estaing. Et ces réalités exigent qu'on en finisse avec le système capitaliste stupide et anachronique pour enfin mettre l'économie au service de l'homme.

Le Ministère Chaban-Delmas

le système Deux

Ils étaient quarante sur la photographie officielle : Pompidou, Chaban-Delmas, et les trente-huit ministres et secrétaires d'Etat en tous genres du nouveau gouvernement. Une belle brochette, la plus copieusement garnie, en tout cas, que l'on ait vu depuis le ministère Gaillard, sous feu la IVe République. C'est d'ailleurs un record que celle-ci, tant décriée, n'a que très rarement battu.

Les supporters du régime ont beau affirmer, avec un bel ensemble, que la formation du nouveau cabinet s'est opérée sans ces savants dosages et ces sombres grenouillages qui étaient de règle avant 1958, qu'il ne saurait être question de revenir à ces mœurs révolues, il n'en reste pas moins que par dessus onze ans de gaullisme, la Ve République vient de renouer avec les traditions de la précédente.

Pour être tout à fait juste, fl faut cependant remarquer que le problème se posait un peu différemment pour Chaban-Delmas que pour les présidents du conseil de la Quatrième. A l'époque du « système », comme devaient par la suite l'appeler les gaullistes, la difficulté consistait à obtenir, par une judicieuse répartition des maroquins ministériels, l'appui d'un nombre suffisant de groupuscules centristes pour pouvoir constituer une majorité. Aujourd'hui, il s'agit, par une tout aussi judicieuse répartition, de donner satisfaction à une majorité qui est certes compacte, mais qui veut prouver que de Gaulle parti, elle entend désormais avoir son mot à dire, et dans la politique du pays, et dans la composition du gouvernement.

Dès le lendemain des élections présidentielles, les ambitions de la majorité, et de ses différentes fractions, s'étaient faites jour. On se souvient de cette déclaration de l'abbé Laudrin expliquant en substance qu'il ne voyait pas pourquoi l'U.D.R. devrait partager le fromage (et la charité chrétienne, mon père !) avec les ralliés d'après le référendum. Et très vite, on avait vu Pompidou donner des assurances à son petit monde. Mais, plutôt que de risquer de susciter des querelles mesquines par une bagarre pour le partage d'un fromage trop petit pour le nombre des gourmands, le nouveau président de la République jugeait plus politique d'en offrir un plus gros, et même d'envisager un roulement à la sainte table.

C'est ainsi qu'on le vit se déclarer ennemi des « grands ministères » (pour en avoir plus de petits à offrir), partisan des secrétariats d'Etat en grand nombre, et même promettre aux jeunes loups de l'U.D.R. qu'ils pourraient rapidement, grâce à cela, avoir de la promotion.

C'est bien connu, la différence essentielle entre la IVe République et la Cinquième, c'est que dans l'une, si les gouvernements changeaient, les ministres restaient les mêmes, alors que dans l'autre, si les ministères demeurent, les ministres eux, passent, et quelquefois très vite, si l'on en juge par l'exemple de l'Education nationale. Cela risque de ne pas s'améliorer dans les années qui viennent, car tout le problème, pour Pomdou, semble être... de faire défiler les quelques trois cents députés de sa majorité au gouvernement en ses sept ans de mandat. Pour assurer à chacun, un an de gâteau ministériel, il faut bien un ministère de quarante personnes.

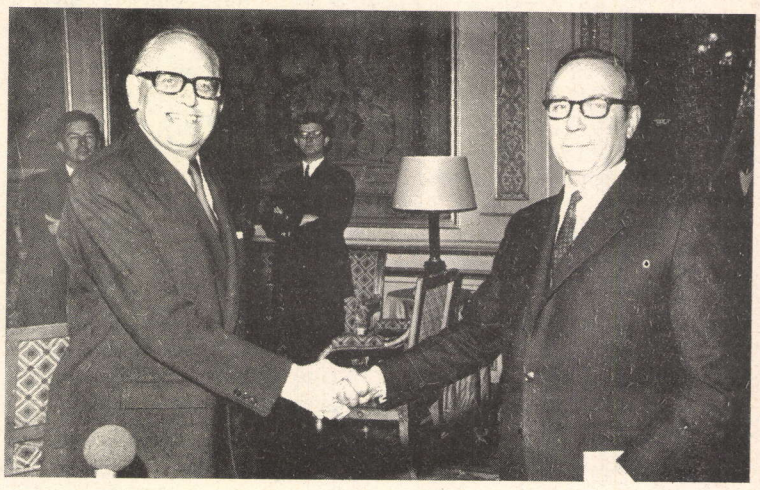
Le seul aspect gênant de cette solution, pour lesdits députés, c'est cette règle, introduite par la constitution gaulliste, qui interdit le cumul d'un ministère et d'un mandat de député. Mais cela n'est pas grave, il suffit de modifier la constitution, et de revenir, là aussi, aux usages de la précédente république, qui finalement ne manquait pas d'avantages, ne serait-ce que parce qu'elle a permis à bon nombre d'actuels champions de la Cinquième, à commencer par Chaban-Delmas, d'y faire une fructueuse carrière parlementaire.

La dépendance nouvelle du gouvernement par rapport aux parlements à d'ailleurs été illustrée par deux nominations, à deux postes particulièrement significatifs : celle de l'européen, Maurice Schumann aux affaires étrangères (et déjà l'on parle de reconsidérer la position française sur l'embargo des armes à destination d'Israël), et celle de Guichard à l'Education nationale, à la place d'Edgar Faure.

Bien sûr, comme dit le quotidien gaulliste **La Nation,** « rien ne dit que l'après-faurisme ne soit pas la continuation du faurisme... comme dans d'autres domaines, la mutation des personnes concrétise non pas une rupture avec la politique antérieurement suivie, mais un certain désir de changement dans la continuité ». Sauf que ce changement était facilement prévisible, parce que la désignation d'Edgar Faure à l'Education nationale, l'été dernier, illustrait parfaitement l'indépendance de de Gaulle à l'égard de sa propre majorité.

Somme toute, quand on voit comment le cabinet a été constitué, et avec qui, à commencer par son premier ministre, vieux routier du parlement, on peut se demander si l'on ne s'est pas trompé en lisant les résultats des élections présidentielles, le 16 juin, et si, par hasard, ce ne serait pas Poher qui aurait été élu.

Blanc bonnet et bonnet blanc, la formule était valable dans les deux sens, et elle a déjà trouvé sa confirmation.



Michel Debré (à gauche), ancien ministre des Affaires étrangères passe ses pouvoirs à Maurice Schuman (A.F.P.)

8 17-6-1969 ★ ARTS — LETTRES — SPECTACLES

LES LIVRES

L'incendie du Reichstag et l'utilisation du gauchisme

Le 27 février 1933, le siège du Parlement allemand, à Berlin, le Reichstag, brûlait. Quelques jours plus tard, des élections devaient avoir lieu. Hitler, au pouvoir depuis quelques semaines, n'était pas certain d'obtenir une majorité. Le Parti Communiste Allemand était encore puissant. Adversaire principal des nazis, il fallait lui porter un coup décisif. Ce fut l'incendie du Reichstag, dont on accusa aussitôt le P.C., présentant l'attentat comme le « signal » d'une révolution violente sur le point d'éclater.

Pour grossière qu'elle fût, la provocation réussit. Dans les heures qui suivirent, des milliers de communistes furent arrêtés et jetés dans les premiers camps de concentration du nouveau régime. Le Parti Communiste perdit un million de voix. La terreur nazie au grand jour.

Conscient ou inconscient ?

Cinq hommes furent arrêtés à la suite de l'incendie du Reichstag. Parmi eux, Georges Dimitrov, l'un des dirigeants de l'Internationale communiste, dont le courage et le talent

inconscient ?) ne fit jamais l'ombre d'un doute.

L'étude d'Edouard Carlic — qui comporte bien d'autres aspects intéressants — permet de mettre les choses au point. Les témoignages nombreux qu'il a recueillis, l'examen mi-

(L'Humanité du 17 juin)

Dans les prochains numéros de « L'Humanité » :

- **Ravaillac était-il gauchiste ?**
- **Le rôle de la provocation gauchiste dans l'affaire Jésus-Christ**

Mouvement de grève à la caisse d'allocations familiales *rue Viala (Paris-15e)*

DEPUIS le 12 décembre 1968, un ordinateur a été mis en place à la C.A.F. C'est à ce moment qu'a commencé à fonctionner le « DEPEX » — Département Expérimental — avec une cinquantaine d'employés qui effectuent maintenant l'étude et le traitement des droits des allocataires de l'Essonne (60.000 environ) en liaison directe avec l'ordinateur.

Bien que ce service ait fait l'objet d'attentions toutes particulières de la direction, le mécontentement du personnel se fit jour presque aussitôt : les locaux sont trop étroits et mal aménagés, et le personnel est en nombre insuffisant.

Une première délégation des trois syndicats C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. auprès des cadres du service avait aboutit à ce qu'on sépare les meubles Kardex (où les fiches sont classées dans des tiroirs) de 50 cm...

Le 12 juin, une autre délégation intersyndicale demande une entrevue avec la Direction du service pour présenter les revendications du Depex :

— amélioration des conditions de travail (meubles supplémentaires) ;
— techniciens supplémentaires ;
— une journée par mois de congé pour compenser les mauvaises conditions de travail. (Les compensations en temps sont chose assez courante à la C.A.F.).

Il leur fut répondu que pour les meubles et les techniciens supplémentaires, on ne pouvait rien faire avant septembre, quant à la journée de compensation, on leur en accordait une en tout et pour tout.

Le personnel ne s'estime toujours pas satisfait. Le 19 juin, nouvelle délégation intersyndicale à la Direction. Cette fois, tous les employés du Depex les accompagnent et refusent de partir avant d'être reçus.

Souchet, le directeur, reste sur les mêmes positions, considérant qu'une journée de compensation, c'est largement suffisant. Cette entrevue ayant échoué, les employés décident d'aller trouver la Direction générale, le 23 juin à 9 heures.

Les mêmes soixante personnes se retrouvent donc encore une fois devant porte close. La Direction générale refuse de les recevoir sous prétexte qu'un rendez-vous est prévu pour le lendemain à 14 heures. Comme les employés ne se sont pas dérangés pour rien, ils s'installent sur les moquettes de la Direction (au grand ahurissement des gens qui passaient par là et n'avaient pas l'habitude de voir tel spectacle) en attendant que celle-ci change d'avis. En effet, au bout d'une heure et demie, on veut bien recevoir neuf employés.

Les revendications sont posées, auxquelles on a ajouté une demi-heure de diminution d'horaire par jour. La Direction, qui fait mine de s'étonner des conditions de travail du Depex, réserve sa réponse pour le lendemain. Les employés mécontents remontent, bien décidés à ne pas se laisser faire. Déjà on parle de grève.

Le lendemain, mardi, on apprend, en fin d'après-midi, que la Direction générale accorde une demi-journée par mois du 1er janvier 1969 au 31 décembre 1969. Du personnel supplémentaire sera formé avant le 16 juillet prochain, quant aux meubles, ils n'arriveront qu'en septembre.

Sans doute, est-ce l'atmosphère chaude qui régnait chez les employés, surtout lors des entrevues avec la Direction, qui a fait céder celle-ci sur une partie des revendications. Elle pensait ainsi calmer les esprits. Il n'en fut rien.

Le mercredi matin, les employés décident de continuer la lutte et la grève est votée à l'unanimité, avec occupation du bureau.

Un comité de lutte se forme avec une dizaine de grévistes. Un tract est rédigé, et chacun passe dans les autres services pour distribuer le tract et informer le personnel. L'accueil est favorable. Les autres employés se disent solidaires.

Le lendemain, jeudi, une assemblée du personnel « Fichier » (qui regroupe 1.200 personnes) est convoquée par les syndicats. Un millier de présents viennent entendre un exposé sur ce qui se passe au Depex, suivi des interventions des différents syndicats. On soutient le Depex en grève, mais il n'est pas question des problèmes des autres services.

Pourtant, ailleurs aussi, on discute sur les conditions de travail et les revendications. Les camarades de l'U.R.S.S.A.F. sont également en grève, et les conversations vont bon train dans les bureaux de la C.A.F.

D'ailleurs, le vendredi matin, c'est au tour de deux autres services, les E.T.I. (Employeurs et Travailleurs Indépendants) et O.H.M. (allocataires Espagnols, Portugais, Algériens et des D.O.M.) de demander une entrevue avec la Direction. Les syndicats sont présents ainsi que — l'habitude commence à être prise — le personnel des services intéressés. Cette fois, ce sont plusieurs centaines d'employés qui se retrouvent à la Direction. Les grévistes du Depex sont là aussi. On discute avec les E.T.I. et O.H.M. et beaucoup sont d'avis qu'il serait bien profitable de lutter tous ensemble.

Pendant ce temps, la Direction qui a fait rentrer les syndicats, leur fait savoir qu'elle ne peut les recevoir dans de telles conditions... et quitte aussitôt la séance. Pour riposter à cette attitude de la Direction, les trois syndicats appellent alors à un débrayage d'une demi-heure, le soir même avant la sortie.

Cette attitude « dure » des syndicats est toute nouvelle à la C.A.F.. Il est bien davantage dans leurs traditions de conclure avec la Direction des compromis boiteux et d'éviter toute lutte revendicative.

Mais les camarades du Depex ont fait preuve ici, d'une grande détermination. Leur exemple risque peut-être d'être suivi au moins, par des services comme les E.T.I. et O.H.M.

Autant les Syndicats sont restés dans l'expectative à propos du Depex tant que le conflit n'était pas vraiment ouvert, autant ils tiennent tous à être présents si la lutte doit s'étendre.

Ainsi F.O., qui était au début contre toute extension du mouvement et voulait faire du Depex, une « lutte exemplaire » a changé d'avis vendredi ; de même pour la C.F.D.T. La C.G.T., prudente, ne s'était pas prononcée si ouvertement.

La semaine qui vient nous dira si le Depex restera isolé ou non. Ses revendications :

— les conditions de travail ;
— la diminution d'horaire ;
— la garantie de l'emploi,

sont en fait communes à l'ensemble du personnel de la Caisse. Il suffirait d'élaborer un programme revendicatif commun pour que les autres secteurs entrent également en lutte. C'est ce que se gardent bien de faire les syndicats.

DÉBRAYAGE A HAVAS (PARIS)

DEPUIS mai 68, la direction Havas a vu échouer sa politique de paternalisme et de collaboration de classes avec des syndicats flattés de sa sollicitude. La C.G.T. s'est révélée de plus en plus contestataire, au point de déclencher les foudres bureaucratiques d'une grande centrale si soucieuse de se montrer « responsable » et si sensible à toute déviation « gauchiste ». Mais l'exclusion de trois militants accusés (sans fondement) d'avoir écrit dans « Lutte Ouvrière » **n'eut pas l'effet que les bureaucrates escomptaient. La majorité de la section rejoignit les exclus pour former la C.G.T.U. (Unitaire), syndicat désormais majoritaire à Havas. La C.G.T.U. est un syndicat démocratique, ouvert à tous ceux qui veulent mener la lutte revendicative, et c'est pour cela que, non seulement la plupart des anciens syndiqués C.G.T. mais encore les jeunes sensibilisés par mai, qui jusqu'alors ne voyaient pas l'intérêt de se syndiquer, ont rejoint la C.G.T.U.**

Havas est divisé en deux établissements : Havas (régie et administration) et Havas-Conseil (gestion du budget). La C.G.T. Havas-Conseil n'a pas connu la scission et elle est solidaire de la C.G.T.U. Une C.G.T. Havas, infra-groupusculaire, mais fidèle à l'appareil, une section C.F.D.T. très modérée et un syndicat de cadres pro-patronal, la F.N.C.T.P. existent par ailleurs dans l'entreprise.

La presse révolutionnaire **(Rouge** et **Lutte Ouvrière)** est vendue à la porte de l'établissement. Des militants révolutionnaires de diverses tendances sortent un bulletin commun : **Lutte de classes.**

La direction prend désormais la politique du refus systématique au Comité d'entreprise, ce qui permet aux employés d'abandonner les illusions sur des accords paritaires possibles. Rien ne se résoud au tapis vert ; quant aux miettes, les dernières augmentations individuelles sont tellement dérisoires que dans certains services, les employés les ont refusées. De plus, alors que sur le plan de la profession, un accord a été décidé pour faire passer le point à 3,75 F, Havas n'a même pas appliqué l'accord. La direction voudrait faire croire que si elle accordait satisfaction, elle devrait fermer boutique (ou plutôt ses succursales de province). Aussi, à part ses larmes de crocodile, elle proposait de passer le point :

— soit à 3,46 F, mais avec compensation sur l'indemnité de fonction (augmenter le fixe, mais réduire la prime de sorte qu'il n'y ait pas de changement du salaire réel) ;

— soit sans compensation, mais alors seulement à 3,21 F.

Les employés se montraient mécontents de telles « propositions », la C.G.T.U. proposa alors une heure de grève à la rentrée du matin afin de marquer le coup.

Les revendications mises en avant sont les suivantes :

— 1.000 F minimum pour tous (ce qui représenterait une augmentation de 200 F ou plus pour de nombreux employés) ;

— 150 F d'augmentation pour tous ;

— application de l'accord sur le relèvement du point, mais sans compensation ni neutralisation d'aucune sorte :

— suppression des abattements d'âge ;

— cinquième semaine de congés payés.

La C.G.T. et la C.F.D.T. se rallièrent au débrayage comme aux revendications. La majorité des employés ne vint pas travailler à l'heure habituelle et près d'une centaine d'entre eux vint manifester à la porte de la rue de Richelieu et dans le hall de l'entrée. Les jeunes surtout scandaient « Havas doit payer » et « Une heure ce n'est qu'un début ». Des papillons répandus abondamment dans tous les services appelaient à la grève, les banderoles et les inscriptions sur les murs signalaient qu'Havas était en grève et les passants regardaient cela avec sympathie. Un cadre C.D.R., venu observer les grévistes, se fit copieusement huer.

Dans une entreprise d'employés où les grèves sont rares, ce débrayage a permis de se compter, de faire la preuve aux employés qu'un mouvement était possible et de montrer qu'il y avait des jeunes à Havas qui sont prêts à l'animer. Mais il faut lever toute ambiguïté : se compter ce n'est pas encore lutter et pour obtenir satisfaction, pour obtenir les revendications mises en avant, il faudra autre chose qu'un débrayage, il faudra la grève.

● Chez Girosteel - Le Bourget (Seine-St-Denis)

Après la reprise

C'EST donc au bout de neuf jours de grève que les ouvriers de Girosteel avaient repris le travail le 17 mai. Mais la reprise n'a pas marqué le début d'une contre-offensive patronale, bien au contraire.

Les grévistes avaient obtenu 0,20 F de l'heure pour les salaires en-dessous de 4,20 F et 0,15 F au-dessus ; dès la reprise du travail le patron fit passer ces augmentations à 0,30 F pour certains, à 0,40 F pour d'autres. L'augmentation primitive était pratiquement doublée. Sur un autre plan le patron montra qu'il était conscient qu'il ne fallait pas trop badiner avec la colère des ouvriers, fussent-ils, comme c'était le cas ici, tous étrangers ; un chef particulièrement mal vu des ouvriers et particulièrement raciste s'était permis après la reprise de s'en prendre à un travailleur algérien. L'affaire risquant de faire du bruit le patron lui-même appela le chef en lui signifiant que la prochaine fois qu'il se conduirait de la sorte avec un travailleur étranger il serait mis à la porte. Enfin pour essayer à l'avenir d'empêcher de nouvelles explosions le patron lui-même a fait afficher une note sur laquelle il indique l'heure quotidienne où il est prêt à recevoir directement n'importe quel ouvrier pour qu'il lui expose ses problèmes.

En fait le patron veut faire croire aux ouvriers que tout ce qui s'était fait à l'usine jusqu'à maintenant l'avait été à son insu. Il se montre paternaliste pour essayer d'arrondir les angles. Comme toujours le patron veut bien que les chefs tirent sur la ficelle, mais à une condition, c'est qu'elle ne casse pas. A Girosteel l'explosion de mai-juin 1968 s'est faite avec un an de retard, et le patron a bien compris qu'il devait se montrer conciliant pour assurer sa production.

D'ailleurs les ouvriers de Girosteel ont montré qu'ils n'étaient pas démobilisés. On voulait leur faire récupérer les heures du samedi en heures normales (c'est-à-dire que 4 heures le samedi vaudraient 4 heures de récupération), mais unanimement ils ont exigé que les heures du samedi soient comptées à 50 % comme un samedi en heures supplémentaires (afin que 4 heures le samedi valent 6 heures de récupération), et devant l'unanimité des travailleurs le patron a accepté. Aujourd'hui le moral est plus haut que jamais, la section CFDT a été reprise en main par les travailleurs algériens et espagnols, et elle marche. Les ouvriers de Girosteel ne sont pas près d'oublier que l'amélioration de leur salaire, le droit à la dignité, ils les ont gagné et imposé par leur lutte, leur résolution et leur solidarité.

● Papeteries Navarre

La C. G. T. freine les luttes

DEPUIS la grève du 10 juin, les ouvriers sont mécontents du comportement de la C.G.T. En effet, le 16, les massicoteurs reprenaient le travail après un mois de lutte sans rien obtenir du tout, sauf une augmentation pour un seul. Certains délégués trouvaient qu'après tout ce n'était pas si mal.

Le 17 juin, grève surprise de 24 heures des caristes des apprêts et des expéditions pour obtenir le même prix horaire que ceux du raffinage et de meilleures conditions de sécurité. La direction répondait aussitôt par note de service qu'ils seraient augmentés comme tout le monde par la prime de production. Quant à la sécurité, elle savait bien que le matériel est en mauvais état, mais elle n'a pas d'argent pour effectuer les réparations indispensables.

La grève des caristes allait entraîner l'arrêt de la machine 3 pour 24 heures, bobineuses et emballeuses étant engorgées par les bobines de papier. Aux expéditions, plusieurs camions devaient repartir à vide. Mais la direction réussit à faire monter un coupeur sur un clark pour approvisionner les coupeuses. Elle menaçait de lock-outer cet atelier s'il n'était pas approvisionné. Les caristes voulaient enlever les clefs de contact des appareils et les occuper. Des délégués C.G.T. les en ont dissuadés car ce n'était pas légal !

Le 18, les caristes reprenaient le travail sans rien obtenir du tout. Peu d'ouvriers étaient au courant des revendications des caristes. Aucun tract syndical d'information, aucune action de solidarité n'était proposée.

Par la suite, la C.G.T. publia un tract affirmant que la « lutte a été payante ».

Pour elle, la création de la prime de production est une victoire des travailleurs. Les différences de salaire entre caristes subsistent et les massicoteurs n'ont toujours rien. Inutile de dire que ce tract n'a pas été apprécié.

Dans l'ensemble, les ouvriers sont déçus de l'attitude du syndicat.

Accidents du travail à CITROEN (Clichy)

IL n'est pas de mois dans l'usine Citroën de Clichy (3.500 travailleurs) où des accidents du travail ne se produisent. Ceci à cause de la vétusté de l'usine, des cadences et des conditions de travail.

Ainsi, il y a quelque temps, un travailleur des forges prenait en pleine tête un bélier utilisé pour enfoncer des clavettes de fixation de moules de forgeage. Car Citroën n'a trouvé aucun autre système que celui du bélier, masse de ferraille pendue par un câble au pont roulant et munie d'un manche auquel s'agrippent quatre ou cinq travailleurs. Et c'est un déplacement provoqué du pont roulant qui envoya le bélier frapper notre camarade à la tête, l'expédiant par la même occasion à l'hôpital.

Plus récemment, c'est coup sur coup deux accidents qui se produisaient. Au « Bronze-Alu », deux électriciens qui plongeaient une canne pyrométrique dans un four Aubé ont reçu des projections d'alu en fusion. L'un d'eux a été particulièrement blessé au pied.

Dans le secteur « maléable », un camarade s'est fait prendre les jambes dans un chargeur de wagonnets qui s'est refermé brusquement !

Et c'est miracle que des accidents ne se produisent pas plus souvent, quand on connaît les conditions de travail qui règnent dans cette usine.

Dernièrement était mise en fabrication une nouvelle fonte, de température de fusion plus élevée que celle des fontes habituelles. Le four ne résista pas, le creuset perça et la fonte se répandit dans l'allée. Heureusement, personne n'était directement à proximité et les plus proches prirent leurs jambes à leur cou !

Et bien sûr, à chaque fois, la direction Citroën n'hésite pas à mettre sur le dos des travailleurs la responsabilité de tout accident ! C'est évidemment la solution la plus facile pour elle et la plus économique, car s'il n'y a pas de responsabilité de Citroën, il n'y a pas besoin de moderniser, transformer les machines ou les travaux dangereux, donc de dépenser de l'argent pour cela !

Intertechnique (Plaisir)

Un patron malin

A Intertechnique à Plaisir (Yvelines), les syndicats ne gèrent pas la cantine d'entreprise, celle-ci étant à la charge du patron.

Régulièrement depuis 3 ans, ceci à cause des augmentations de prix, la cantine se retrouvait en déficit en fin d'année.

Aussi, afin de résorber ce déficit, le patron prévoyait d'augmenter le ticket de 40 centimes. Mais pour appliquer cette augmentation, le patron essayait d'obtenir l'accord du comité d'entreprise, des syndicats. Accord non nécessaire légalement bien sûr, mais nécessaire pour une toute autre raison : le patron espérait ainsi ne pas se retrouver dans la situation survenue deux ans auparavant, où sa tentative d'augmentation avait avorté à la suite du boycott de la cantine, très réussi et spontanément effectué par le personnel unanime.

Cette mésaventure avait rendu le patron plus circonspect et c'est avec obstination qu'il réclamait depuis ce temps l'accord des syndicats.

Mais au lieu de laisser l'entière responsabilité de la gestion, qui ne les concernait nullement — tout en prenant argument de cette preuve des augmentations de prix, apportée par le patron lui-même, pour démontrer la nécessité d'augmenter les salaires – les syndicats ont purement et simplement donné leur autorisation au patron.

Tout le monde dans l'usine ignore la raison profonde de l'attitude des syndicats, mais ce n'est pas cela qui va faire remonter leur « cote » !

A la Polymécanique (Pantin)

réintégration d'un militant syndical

LE représentant syndical F.O. de la Polymécanique à Pantin, à la suite d'un débrayage des chaînes de montage, avait été mis à pied, la direction l'accusant d'incitation à la grève et d'entrave à la liberté du travail. Il aurait, d'après elle, arrêté une des chaînes.

Au bout de seize jours de mise à pied, il vient d'être réintégré dans l'usine, et ce temps devra lui être intégralement payé.

Après un débrayage d'une heure dès que la mise à pied avait été connue, le Comité d'Entreprise, l'Inspecteur du Travail, ont refusé le licenciement. Les témoins que la direction avait prétendu avoir se sont retournés contre elle. Ils ont témoigné formellement n'avoir pas vu le représentant syndical appuyer sur le bouton pour arrêter une des six chaînes qui débrayèrent ce jour-là. L'entrevue avec l'inspecteur du travail se déroula en présence du directeur et du directeur du personnel, ainsi que d'un représentant de la direction du trust « Motobécane » (auquel appartient la Polymécanique), et d'un conseiller juridique du groupe patronal (G.I.M.M.). En face, avec le représentant syndical F.O., était présent un délégué de la même section syndicale de l'usine. Malgré le déploiement de représentants de la partie adverse, il fut facile de démolir leurs arguments. Les ouvriers des chaînes avaient fait connaître à leur camarade toutes les manières possibles d'arrêter la chaîne. Et il y en avait de multiples. La proximité du représentant syndical d'un des boutons d'arrêt ne prouvait pas que c'est celui-là qui avait stoppé la chaîne. L'Inspecteur du Travail fut amené sur place et dut se rendre compte qu'on ne pouvait vraiment pas accuser ce militant d'avoir entravé la « liberté » du travail.

Une fois la décision de l'inspecteur connue, la direction, après délibération, accepta la reprise du travail du représentant syndical. Si elle avait voulu passer outre à sa décision, il lui restait un recours devant les tribunaux, mais il fallait payer la mise à pied entre-temps et courir le risque de la réaction que cela aurait pu provoquer de la part des ouvriers. D'autre part, les élections de délégués de la veille, au lieu de montrer un affaiblissement de la section F.O. (qui rappelons-le, est taxée de gauchisme), montra au contraire son renforcement un an après sa création. Elle remporte un siège de plus dans le collège ouvriers employés (876 inscrits) et remporte 30 % des voix en titulaires (+ 13,5 % par rapport à 1968) et 27 % en suppléants (+ 7 % par rapport à 68). Dans le deuxième collège, maîtrise, cadres et assimilés (203 inscrits), elle maintient son siège malgré une perte de 35 voix en titulaires.

La C.F.D.T. a maintenu son nombre de voix (entre 12 % et 10 %) et la C.G.T. a perdu les voix gagnées par F.O.

Ces élections montraient que le courant dont le militant visé par la direction est un représentant, non seulement existe mais se développe, et qu'il n'aurait peut-être pas suffi de frapper un homme pour empêcher que beaucoup d'autres combattent pour les mêmes objectifs. En attendant, les ouvriers de la Poly se réjouissent franchement de ce recul de la direction.

LES AUXILIAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'important pour les auxiliaires : c'est la manière de servir

DANS la fonction publique, ne pas être titulaire, c'est être considéré comme la « bonne à tout faire » que l'on renvoie après usage. Les tâches effectuées par ces employés sont souvent les plus rébarbatives et les plus ennuyeuses. Leur salaire, dans la plupart des cas, est dérisoire. En plus, l'administration se réserve le droit de les « trimballer » de droite à gauche en les mutant d'un service à l'autre sans qu'ils aient la possibilité de donner leur avis. Et lorsqu'elle n'a plus besoin d'eux, elle les renvoie comme des malpropres. N'étant pas représentés par des commissions administratives paritaires, ils n'ont pas les moyens syndicaux classiques chez les fonctionnaires, de se défendre.

En fait, la sécurité de l'emploi des vacataires et auxiliaires dans la fonction publique est souvent plus précaire que celle des travailleurs du secteur privé. Pourtant, ils représentent près d'un tiers du personnel des entreprises de l'Etat.

Cette situation n'est d'ailleurs pas contestée par l'administration.

C'est ainsi que le directeur du personnel du Ministère d'Etat, chargé des Affaires Sociales, a fait parvenir aux directeurs et chefs de services, une note datée du 19 juin 1969, déclarait notamment :

« ...Il importe d'appeler l'attention des auxiliaires sur la précarité de leur emploi et de ne conserver que ceux d'entre eux, dont la manière de servir apparaîtra, dès le début, comme satisfaisante.

C'est pourquoi, dorénavant, les auxiliaires ne seront recrutés que pour une période de deux mois, considérée comme période d'essai à l'issue de laquelle ils devront, s'ils le désirent, demander le renouvellement de leur engagement ; ce renouvellement ne sera effectué que si vous l'estimez souhaitable. »

Les termes de cette note administrative prouvent que l'administration se moque éperduement des travailleurs qu'elle emploie. En obligeant les auxiliaires à demander un renouvellement d'engagement au bout de deux mois de présence, elle peut se débarrasser d'eux sans scrupules.

Et il serait intéressant de connaître les critères d'appréciation de chaque chef de service sur la manière de servir. C'est le genre de formule qui ne manquera pas d'être utilisée par l'administration pour justifier son intolérable mépris à l'égard des travailleurs.

Licenciement à Montparnasse

UN auxiliaire qui travaillait au transbordement du centre de tri de Montparnasse vient d'être licencié. Ayant usé du droit qu'on lui accordait, il a demandé à consulter son dossier. Il y trouva quelques succulents « rapports » de ses chefs immédiats, relatifs à sa conduite au travail.

On y trouve notamment : « Le manque de célérité dont fait preuve M. X..., au cours de ses vacations n'est pas le fait d'une nature déficiente mais plus exactement d'une manœuvre volontaire dénotant chez cet agent un certain mépris du travail et un état d'esprit malfaisant dont le but est de créer un climat d'agitation dans le service. Aux observations qui lui sont faites, s'ils ne manifeste pas son mécontentement en maugréant, il adopte un sourire narquois qui reflète sa pensée (!) ».

« Il manifeste une forte tendance à créer le désordre et l'agitation au sein du service et son influence néfaste sur ses jeunes collègues particulièrement vulnérables, risque de perturber gravement la bonne marche du service... » et encore : « sa présence au transbordement est néfaste au bon esprit de camaraderie et de collaboration qui doit y régner, elle risque de perturber la conscience des jeunes qui débutent dans l'administration. »

Ces appréciations bienveillantes à l'égard de l'auxiliaire en question furent un bon motif permettant à la direction de le licencier. Il faut remarquer le « bon esprit de collaboration » qui règne entre supérieurs et qui les rend unanimes à condamner un auxiliaire qui se permet de lever la tête.

En effet, si parfois le travail vient à ralentir, tout sujet de discussion autre que le tiercé et le beau temps est tabou. Autrement on « fait des pressions douteuses sur ses camarades ».

Après avoir consulté et pris note de son dossier, il demanda à son responsable CGT d'organiser une délégation chez le « patron ». Le lendemain, bien sûr l'intéressé ne fut même pas admis lors de la discussion et il ne put encore moins demander une confrontation avec ses accusateurs. Le chef du centre s'en prit d'ailleurs aux responsables syndicaux « qui essayent toujours, selon lui, de défendre des cas indéfendables ».

Ainsi la direction put renvoyer un auxiliaire qu'elle jugeait trop encombrant sans que celui-ci ait eu la possibilité de faire appel. Il ne reçoit en outre aucun dédommagement (ni préavis ni argent).

Aux P.T.T. : l'auxiliaire corvéable à merci

L'ADMINISTRATION des P.T.T. emploie dans ses différents services un grand nombre d'auxiliaires ou comme elle les appelle, des ANTO (agents non titulaires occasionnels). Dans les grandes villes, la proportion entre les auxiliaires et les titulaires varie entre 10 et 50 % suivant les centres. En province, la situation est identique : la distribution dans les petits villages et hameaux est assurée presque entièrement par les petits fermiers dont les revenus des champs ne suffisent pas pour vivre. Dans les îles comme les Antilles ou La Réunion, où le chômage sévit particulièrement, les P.T.T. emploient jusqu'à 80 % d'auxiliaires.

Cette armée d'auxiliaires rend de très grands services au bon fonctionnement de l'administration. Les travaux les plus pénibles leur sont réservés. En général, ils suppléent aux postes manquants et on en trouve dans tous les services (transbordements, centres de tri, distribution, centres téléphoniques, télégraphes et chèques, etc.). On les oblige à se déplacer dans le centre d'un secteur à l'autre, à faire des travaux de toutes sortes, bref à être utilisés comme bon semble à la direction. Leurs horaires sont rarement établis à l'avance et il arrive parfois qu'on leur communique la veille les horaires de la vacation du lendemain ; parfois même, un auxiliaire de repos un jour de semaine peut recevoir à domicile un pneumatique lui indiquant la corvée prochaine. De plus, ces horaires sont complètement insensés et cassent la vie personnelle de l'auxiliaire ; voici un exemple de roulement sur cinq jours, établi par un technocrate débile : 16 - 23 h ; 15 h 30 - 22 h 30 ; 12 - 21 h ; 6 - 13 h. Repos, etc.

Les chefs exercent sur les auxiliaires une pression constante : le service est en grande partie assuré par eux, et il faut les maintenir dans une ambiance de dictature, sinon de terreur.

L'auxiliaire doit donc supporter la tâche pénible, la fatigue, les brimades et sarcasmes de ses supérieurs, une vie complètement perturbée par un horaire stupide. Et souvent, ne voulant pas prolonger trop la cure, il prend les devants et s'en va de lui-même.

L'ANTO qui travaille pourtant tout autant que les titulaires, n'a pas droit aux vêtements de protection que l'administration accorde aux autres (blouses, bleus, manteaux, impers, gants, etc.). Il fait une consommation fantastique de pulls et de chaussures. Il est vrai qu'il a une « prime mensuelle d'indemnité chaussures et bicyclette » s'élevant à 3,38 F.

Son salaire, s'il a plus de 18 ans, parvient à 750 F et environ 680 F s'il ne les a pas. Or, pour le même travail, un préposé titulaire gagne 10 % de plus.

L'administration s'entend à entretenir cette situation qui fait de l'auxiliaire une bonne pâte à modeler, étirable à volonté pour le travail et tout autant compressible pour les salaires.

L'auxiliaire est avant tout, pour elle, le travailleur « journalier ». Comme elle est bonne, elle le prévient et l'auxiliaire signe à l'embauche un formulaire qui lui apprend qu'il peut être licenciable sans motif, du jour au lendemain, « selon les besoins de service ». Et l'auxiliaire peut être privé de son gagne-pain, même s'il fait partie des postes depuis plusieurs années. Quand la direction se met en tête de le renvoyer, il n'a aucune défense (recours aux prud'hommes ou inspection du travail). On le renverra simplement en lui expliquant hypocritement qu'il est « licencié pour insuffisance professionnelle » ; et lorsqu'il voudra tenter quelque chose de « légal » contre cette décision, sa situation le fera s'arrêter net devant la toute-puissance de l'administration.

Celle-ci tient en effet à tout prix à pouvoir maîtriser sa main-d'œuvre.

Les postes et les téléphones sont l'objet de fluctuations provenant de la non-continuité de l'utilisation des usagers (l'été, creux du courrier industriel mais centres des secteurs touristiques débordés ; l'hiver, raz-de-marée des paquets-étrennes ; jeux olympiques par-ci, foire internationale par-là).

Cette situation amène l'administration à rechercher une main-d'œuvre disponible selon ses desseins, ou plutôt selon sa bourse qu'elle préfère ouvrir aux grandes compagnies qui lui fournissent du matériel. Aussi cherche-t-elle à limiter la titularisation, augmenter le nombre des auxiliaires et ainsi pouvoir jongler avec la main-d'œuvre selon les « périodes » creuses ou pleines.

Courrier des lecteurs

Camarades,

Pourquoi cet enthousiasme délirant envers la candidature Krivine ?

Ce, alors que vous vous empressez à juste titre de souligner qu'il ne représente pas toutes les forces de mai, et que dans ce courant il est loin d'être majoritaire.

Il ne s'agit pas seulement de « regretter » l'absence d'une candidature unique des gauchistes (nos ennemis staliniens et sociaux-démocrates réclament bien à tort et à cris l'impossible candidature unique de la gauche, pourquoi ne pas avoir été plus cohérent qu'eux, opposer à leur impuissance notre unité ?)

Vous dites qu'il est significatif que la « L.C. » ait fait des propositions au P.S.U. dont le refus était acquis d'avance mais vous ne dites pas pourquoi ce refus était acquis (l'exclusive jetée par la «L.C.»). sur tout candidat éventuel, membre du P.S.U., les attaques ineptes de « Rouge » contre notre parti et contre Rocard ; il est si facile de critiquer le P.S.U. d'une manière correcte sur beaucoup de points qu'il est inutile « d'en remettre » !)...

Camarades, le fond de votre argumentation se résume à peu de chose ; vous soutenez Krivine parce qu'il est trotskyste ou plutôt se dit tel (quel trotskysme ? un « pablisme » mal repenti...)

Songeons maintenant à ce qu'eut été une candidature unique des gauchistes (une candidature ouvrière par son programme).

Un simple détail, Rocard fait 4 %, Krivine 2 % (IFOP) Defferre-Mendès eux font 8 %. L'unité dans tous les cas démultiplie les voix : 4 + 2 ne font pas 6 mais de 7 à 9 % des voix. Le candidat ouvrier révolutionnaire aurait battu la social-démocratie et P.M.F. son plus prestigieux, donc plus dangereux leader. (A ce propos nous ne nous sentons nullement au P.S.U. « isolés » mais plutôt à notre aise après la prise de position de ce monsieur qui clarifie bien des choses). Il ne serait resté à gauche, pour paraphraser Malraux, que les staliniens et nous !

Quel formidable effet politique sur les masses, quel gain pour nous tous !

Mais quittons les élections pour aborder le problème essentiel : l'unité des révolutionnaires. Une candidature unique n'aurait pas rallié que le P.S.U. et les trotskystes ; le P.C.M.L.F., le M.R., voire « les meilleurs des anarchistes » (selon la phrase de Lénine) et ceux des C.A. ouvriers qui subsistent (Hespel par exemple) s'y seraient ralliés.

Un travail commun pendant la campagne aurait été un plus grand pas vers l'unité que cent débats idéologiques (et si la C.F.D.T. avait été contrainte par sa base de s'y rallier ?)...

Je préfère vous envoyer cette lettre à vous et à vos lecteurs, fraternellement, plutôt que de la passer en « lettre ouverte » dans « Tribune socialiste », espérant ainsi contribuer à la discussion ouverte sur les problèmes de l'unité des révolutionnaires. Dans cette perspective il est bien évident que vous pouvez la publier après l'épisode du 1er juin si elle ne vous parvient pas à temps.

Salutations communistes.

A. G.
Militant P.S.U.

Nous sommes bien d'accord. Mais il serait nécessaire que notre correspondant pose la même question au P.S.U., c'est-à-dire, pourquoi a-t-on mis toute l'extrême-gauche devant le fait accompli de la candidature Rocard, dont il n'était pas plus question de pouvoir modifier la campagne qu'il ne fut question de choisir la personne.

Les reproches en ce domaine faits à la Ligue peuvent aussi bien l'être au P.S.U.

Et nous avons choisi de soutenir Krivine parce qu'il s'abstenait des coups de chapeau à Mendès-France.

★★★

Cher Camarade,

Voilà déjà deux mois que je me suis abonné à « Lutte Ouvrière » et je ne le regrette pas. Suivant de près vos efforts, en vue de réaliser l'unité révolutionnaire, je vous prie de croire à mon sympathique soutien.

L'unité révolutionnaire... C'est là, en effet, le problème capital qu'il vous faut résoudre si vous voulez passer du petit groupe d'extrême-gauche à la position de parti politique. Pour atteindre ce but il vous faut multiplier les contacts avec tous les autres mouvements. Il faut que tous, vous fassiez abstraction de vos petites querelles de personnes et d'idéologie pour ne rechercher que le but commun, les moyens à mettre en œuvre et le programme à suivre.

Si vraiment vous recherchez l'avènement du véritable socialisme vous pouvez être assurés que l'immense majorité des travailleurs se tournera vers vous.

Ne croyez pas que l'on ne vous prend pas au sérieux ; les réactions très vives du parti communiste et de l'équipe capitaliste au pouvoir prouvent justement que vous constituez leurs adversaires impitoyables. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à faire alliance pour vous abattre. C'est bien la preuve que le Gauchisme les inquiète au plus haut point. Ce qui signifie qu'ils ne veulent absolument pas laisser se former et se développer cette forme de démocratie qui annoncerait à la fois le glas du capitalisme et du communisme totalitaire.

Loin de vous décourager, ces attaques constantes devraient vous stimuler et vous renforcer dans la conviction que vous êtes dans la bonne voie. Le jour où « les groupuscules » s'uniront, ce sera là un grand pas en avant vers le socialisme...

Mais il ne faut pas perdre de temps. Mai 1968 date d'un an, et si les idées demeurent vivaces, les préoccupations actuelles en estompent peu à peu le souvenir. Les travailleurs mènent une vie où la part intellectuelle est pauvre. Si les conditions économiques sont défavorables ils n'hésitent pas à accueillir le parti politique qui se fait fort -- adroitement, verbalement et opportunément -- d'améliorer la conjoncture. Les étudiants conservent davantage en eux le besoin d'idéal, parce qu'ils ne sont pas engagés tout à fait dans la vie, mais les travailleurs ont à résoudre des problèmes d'ordre familial, professionnel, qui les rendent indisponibles, sinon lors de grèves ou de manifestations collectives.

C'est pour cela qu'il faut -- ainsi que vous l'exprimez -- pénétrer dans l'entreprise et dans l'université, et non dans l'université seulement. Il y aura de votre part un long travail d'éducation, de formation, pour faire prendre conscience aux masses de leur force collective.

J.-C. B.
(78)

Camarades,

Lecteur de « L.O. » depuis le n° 5 et approuvant votre travail pour la formation d'un parti révolutionnaire, j'ai fait pour ma part connaître votre ou plutôt, notre journal à quelques personnes...

D'autre part je voudrais poser une question : Souvent dans L.O. vous écrivez qu'il y a de grandes divergences entre vous et la Ligue Communiste. Qu'elles sont ces divergences ? Je viens de lire le programme de transition de la IVe Internationale et je crois que je n'ai rien trouvé qui puisse vous opposer. Il faut dire que je n'ai pas une grande éducation politique, car ouvrier et fils d'ouvrier, tout ce que j'ai pu apprendre sur le socialisme, je le dois à mes parents et à mes lectures qui, soit dit en passant, sont pour moi difficiles à assimiler. Il faudrait que vous fassiez des articles sur les différents groupes révolutionnaires (guévaristes, castristes) qui sont pour moi identiques, avec les différences entre ces groupes.

En attendant votre réponse je vous envoie un salut fraternel et révolutionnaire.

F. J.
Montauban

Nous avons certes, des divergences avec les camarades de la Ligue. Nous ne pouvons guère les énumérer. Mais nous admettons bien volontiers que ces divergences ne sont guère visibles dès qu'on regarde un peu de loin, notre mouvement. C'est d'ailleurs pourquoi nous croyons que les révolutionnaires devraient constituer dès maintenant, une organisation commune.

C'est d'ailleurs une des divergences que nous avons avec la Ligue et, sinon la plus grave du moins la plus lourde de conséquence pour l'ensemble du mouvement.

Néanmoins, nous espérons être en mesure, à partir de la rentrée, de publier le type d'articles que tu nous demandes.

★★★

Camarades,

Après le dernier meeting « Lutte Ouvrière - Rouge » du 30 mai à la Mutualité, je pense qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de l'ensemble de l'extrême-gauche de ce pays de faire une mise au point et de montrer ce que sont, en réalité, certaines attitudes. Le problème essentiel, aujourd'hui, pour tous les militants et sympathisants révolutionnaires sincères et conséquents est celui de l'unification du mouvement. Pendant quelques temps il nous a semblé que les rédacteurs de « Rouge » avaient compris cette nécessité et voulaient réellement œuvrer à cette tâche fondamentale.

A l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui en doutent. Dans le n° 18 de « Rouge » les camarades de ce journal achevaient l'article « Sommes-nous sectaires ? » concernant le meeting commun du 25 avril, par la phrase : « Nous sommes parfaitement conscients qu'un parti centralisé sera le fruit d'un travail de longue haleine, mais avant que les groupes révolutionnaires y parviennent, il nous faut combattre les illusions, proposer des fronts communs sur certaines actions... ». Les élections présidentielles étaient l'occasion type où aurait pu se réaliser cette tactique des fronts communs : les révolutionnaires pouvaient parfaitement bien présenter ensemble un candidat. Les camarades de la ligue communiste ont ruiné cette possibilité d'action commune en prenant la décision unilatérale de présenter Alain Krivine. Cette attitude est en contradiction flagrante avec les propos tenus par ces camarades : en présentant Krivine les dirigeants de la ligue communiste ont voulu servir principalement leurs intérêts de boutique.

Ces camarades semblent oublier qu'il ne suffit pas d'avoir doté une organisation d'un comité central et d'un bureau politique pour qu'elle devienne un parti ouvrier...

L'attitude de la ligue lorsqu'elle organisa le lundi 19 mai le meeting de Krivine devant Renault-Billancourt sans avoir pris contact avec les comités d'action de l'usine, exprime cette volonté de ne rien faire dans le sens de l'unification des révolutionnaires.

En posant en préalable la discussion sur les divergences qui les séparent de « Lutte Ouvrière », les camarades de « Rouge » savent bien qu'ils enterrent ainsi pour longtemps toute possibilité d'unification. Car ce n'est que dans l'action militante quotidienne et côte-à-côte qu'un débat idéologique réel et sain pourra s'instaurer. Refuser au nom de considérations pseudo-théoriques la création d'un front unique des révolutionnaires, phase transitoire dans la voie de la construction du parti ouvrier, au moment même où l'urgence s'en fait sentir dans les usines comme dans les bureaux ou les facultés, c'est ruiner ce potentiel de confiance que l'extrême-gauche a acquis chez les travailleurs durant les luttes de mai et de juin 1968. Refuser de faire face à nos nouvelles responsabilités historiques, car c'est bien là le sens de l'attitude des dirigeants de la Ligue communiste, c'est faire le jeu du réformisme stalinien et de la social-démocratie.

Le marxisme a montré que la révolution socialiste était historiquement nécessaire mais aussi, pas obligatoire, et qu'elle ne pouvait être que le résultat du combat conscient de l'avant-garde militante.

Nous espérons que les camarades de « Rouge » sont conscients de cela.

AU RENDEZ-VOUS DE LA COMMUNE !

Pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, instrument de la révolution socialiste !

Pour la reconstruction de la IVe Internationale communiste, parti mondial de la Révolution !

B. P.
Corrèze

Cher camarade,

Je prends la liberté de vous appeler camarade, car je crois qu'à travers « Lutte Ouvrière » vous êtes comme moi un authentique révolutionnaire.

Depuis mai, je lis assez souvent « Lutte Ouvrière » et « Rouge » et j'ai suivi avec attention votre campagne anti-électoraliste – si je puis dire – en faveur d'Alain Krivine.

Il faut que je vous dise que je suis un militant de l'A.J.S. militant en tant que tel dans la tendance Front Unique Ouvrier au sein du S.N.E.S., mais que j'essaye d'éviter tout sectarisme (je suis professeur).

J'ai d'ailleurs, dans ce sens, adressé une lettre à « Rouge » sous le titre « un militant de l'Alliance ouvrière (A.J.S.) se prononce pour Krivine » ; dans cette lettre où je critiquais la position de « Rouge » (qui est d'ailleurs analogue à la vôtre) face au référendum, où j'estime qu'il était nécessaire d'unir la classe ouvrière contre les institutions corporatistes que nous proposait celui-ci ; j'ai expliqué que j'apportais ma voix à Alain Krivine, non pas dans un but électoraliste, ni pour cautionner la ligne politique de la Ligue communiste, mais pour rassembler les voix de l'avant-garde pour montrer à la classe ouvrière que le mouvement révolutionnaire que Mai 1968 a constitué est là, prêt à défendre et améliorer les intérêts vitaux des travailleurs manuels et intellectuels, que la lutte classe contre classe est la seule issue au pourrissement de la société capitaliste, dans l'optique de l'instauration de la dictature du prolétariat grâce à la destruction de l'Etat bourgeois.

Bien sûr il eut été préférable d'avoir une candidature unique des organisations révolutionnaires afin que le mouvement soit plus implanté dans la classe ouvrière, pour qu'il ai une plus grande portée politique mais tout marxiste doit se placer devant le fait objectif et agir en fonction de celui-ci et non pas abandonner purement et simplement le terrain de la lutte des classes.

Si je vous écris si longuement c'est pour vous montrer que contrairement à ce que vous affirmez toute l'A.J.S. n'est pas sectaire, car je pense que d'autres militants ont dû réagir comme moi.

Comme vous je pense qu'il est nécessaire d'organiser un mouvement révolutionnaire le plus large possible, mais je n'irais pas jusqu'à accepter des anarchistes, car l'on remettras en cause tout le principe d'une organisation.

Ce mouvement, je ne dis pas parti, pourrais à mon avis regrouper certains groupes maoistes et trotskystes dans la perspective de l'organisation d'un parti de type P.S.U. bolchévique. C'est dans l'action que les diverses tendances seront amener à s'effacer. Ce n'est pas une utopie car de nombreux révolutionnaires ressentent le besoin de s'organiser...

Il est temps d'y penser sérieusement, car à l'issue des élections, de grandes luttes vont apparaître en France, car le grand capital va tout faire pour écraser chaque jour davantage la classe ouvrière.

Cordialement.

J. B.
(Var)

Nous sommes, est-ce utile de la préciser, bien d'accord avec ta conclusion.

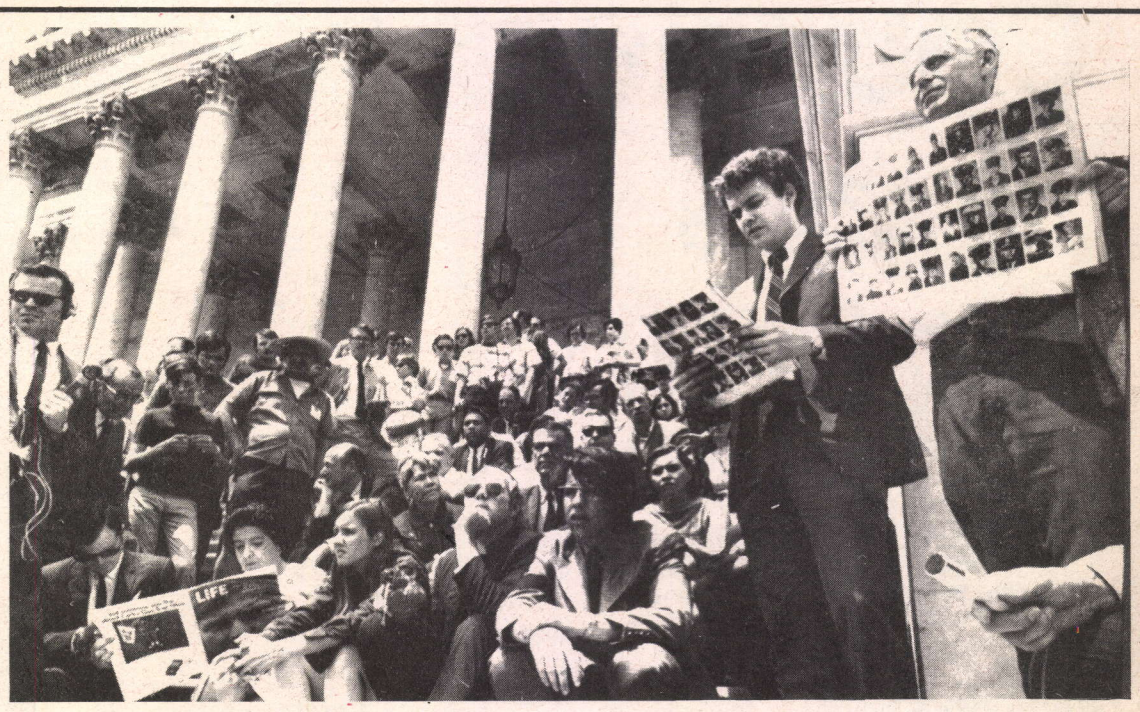
Mais est-il aussi nécessaire de préciser que lorsque nous parlons du « sectarisme » de l'A.J.S., nous parlons d'une politique, voire d'une organisation, mais pas d'individus et nous n'avons jamais, nulle part, écrit ou dit que « toute » l'A.J.S. était sectaire.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous ne pouvons publier dans cette rubrique que les lettres portant nom et adresse de leur auteur.

Bien entendu, nous respecterons la volonté de ceux qui ne désirent pas voir publier ces indications.

Au Vietnam

Vers un gouvernement neutraliste



Washington : un groupe de **protestataires** lit les noms des Américains tués dans la **semaine au Sud**-Vietnam (U.P.I.)

TANDIS que la dernière offensive militaire F.N.L. se poursuit notamment sur Ben Het et que la prétendue relève des troupes américaines par leurs homologues sud-vietnamiennes s'effectue sous les bombardements et les tirs vietcongs, le gouvernement de Saigon s'efforce de jouer jusqu'au bout un rôle de plus en plus difficile et dérisoire.

Depuis plus d'un an, depuis l'ouverture des négociations Thieu et Ky sont en « sursis » ; ce sursis, ils essaient de le prolonger dans la mesure du possible. Mais chaque jour qui passe, chaque initiative politique ou militaire du F.N.L. chaque geste des U.S.A. réduisent la marge de survie qui peut être accordée.

Car s'il est vrai que les Etats-Unis ne sont pas pressés de faire la paix, s'il est vrai que leur « offensive de paix » peut à tout moment être suspendue en fonction d'événements nationaux ou internationaux imprévisibles, il est néanmoins évident aujourd'hui que l'impérialisme U.S. recherche patiemment, les conditions les plus favorables à son « dégagement ». Sans coups d'éclat, sans démonstrations spectaculaires, Nixon, le nouveau président, avance prudemment sur la route que son prédécesseur avait tracée. Il s'agit pour lui, comme pour l'impérialisme U.S., d'obtenir les garanties d'une paix acceptable, il s'agit que la nouvelle république du Sud Vietnam qui sortira des négociations et des élections, tournant le dos à ses alliés « communistes », s'engage à respecter une stricte neutralité internationale.

Et depuis plus d'un an que les négociations durent, depuis plus d'un an que l'impérialisme U.S. a fait son choix, des hommes meurent tous les jours au Vietnam dans l'un et l'autre camp. Mais si dans le camp des Vietnamiens c'est la certitude de la victoire qui autorise et justifie tous les sacrifices, du côté des G.I.'s rien ne motive plus une guerre perdue d'avance et déjà liquidée secrètement au moins sur le plan politique.

Cela est si vrai le magazine Life — qui reflète autant l'opinion publique américaine qu'il la façonne — publie sans commentaire les photos des 217 boys américains morts au Vietnam dans la semaine. Morts pourquoi ne manqueront pas de se demander les lecteurs ? Pour une paix que beaucoup savent déjà acquise et dont ils ne comprennent pas qu'elle traîne ainsi en longueur.

Si l'opinion américaine est de plus en plus prête à la paix, l'opinion vietnamienne pro-gouvernementale, du moins celle des grandes villes, est en train de vivre à sa façon les folles journées d'une fin du monde inéluctable. Corruption et panique précipitent les milieux trop compromis avec le régime actuel dans la course aux visas, aux départs clandestins, aux achats à l'étranger etc. Le gouvernement, lui, procède chaque jour à des arrestations de terroristes, déjoue de prétendus complots, remplit les prisons et annonce qu'il va avec l'aide des U.S.A., mettre en place une véritable réforme agraire... dans un pays où la campagne précisément est depuis des années entre les mains des maquisards et administrateurs militaires du F.N.L.

Derrière ce bluff, c'est la relève qui se prépare à Saigon. Tandis que tout ou partie de la camarilla au pouvoir se ménage des lendemains tranquilles en Suisse ou ailleurs, une fraction du personnel politique de la bourgeoisie s'efforce de préparer la « passation » des pouvoirs. Thieu lui-même vient de faire un pas vers la « réconciliation nationale ». Il offre de réintégrer le F.N.L. dans la légalité et de l'associer à des institutions provisoires préparant les élections générales libres.

Cette ouverture vers les « Communistes » n'est pas seulement le dernier geste ambitieux désespéré d'un gouvernement qui se cramponne à son poste, faute de comprendre la situation. C'est aussi et surtout un calcul politique de la bourgeoisie vietnamienne.

Ce qu'elle redoute, ce que redoutent aussi les Américains c'est le vide politique, le vide étatique qui se produirait en cas de départ immédiat des troupes américaines, comme d'ailleurs en cas d'une révolution de palais insuffisamment préparée.

Les gouvernementaux et les Américains savent parfaitement que tôt ou tard c'est, de toute façon le F.N.L. qui gouvernera à Saigon. Mais il ne leur est pas indifférent de savoir comment le F.N.L. arrivera au pouvoir. Ce n'est pas seulement une question de prestige, c'est aussi une question politique.

Le F.N.L. parvenu au pouvoir au travers d'une série de combinaisons bourgeoises et légales à dosages plus ou moins précis, serait moralement et politiquement plus lié au monde neutraliste et occidental qu'un gouvernement F.N.L. issu de troubles révolutionnaires. Cela le F.N.L. le sait et l'accepte et démontre sa bonne volonté en associant d'ailleurs, pour sa part, à son Gouvernement Révolutionnaire Provisoire toute une brochette de bourgeois neutralistes de l' « Alliance » créée lors de la fête du Têt.

La seule question qui se pose aux gouvernementaux, comme aux Américains soucieux de sauver la face, est de trouver et de créer des institutions provisoires succeptibles d'éviter tout désordre révolutionnaire, d'assurer « en douceur » et dans une relative légalité, la passation des pouvoirs à des organismes représentatifs c'est-à-dire à plus ou moins long terme au F.L.N., légalisé

Ce qui s'est passé à Berkeley U.S.A.

Extrait de *Independant Socialist*, juin 1969.

LE mois dernier, Berkeley a connu l'état de siège. Des centaines de policiers et des milliers de gardes nationaux ont déferlé avec violence à travers les rues de la ville et de l'Université, faisant la guerre à tout ce qui bougeait.

Grenades lacrymogènes, C.N., C.S., gaz asphyxiants, chevrotines, baïonnettes, hélicoptères — un arsenal cauchemardesque d'armes modernes s'est installé. Etudiants, professeurs, gens dans la rue, simples habitants, tous ont senti la furie d'un pouvoir qui semblait devenu complètement enragé.

La police fit usage de ses armes, blessant une centaine de gens, dont certains grièvement. Un étudiant mourut, une balle dans le ventre. 800 personnes furent arrêtées, et d'innombrables matraquées. Tout rassemblement fut interdit et le couvre-feu décrété.

L'enjeu de cette bataille ? Le « pouvoir étudiant » ? La révolution socialiste ? Eh bien, vous n'y êtes pas tout à fait. Le Chancelier de l'Université de Berkeley, Heyns, avait tout simplement décidé de construire un... terrain de football *au sud de la Faculté.*

Naturellement, Reagan (gouverneur de la Californie) n'avait pas mobilisé la garde nationale pour offrir un terrain de football à la « démocratie » U.S. Pour comprendre la signification de cette histoire de fous, il faut revenir à quelques mois en arrière.

L'Université avait obtenu de la ville de Berkeley qu'elle lui cède un terrain. Il avait été question d'y construire un dortoir, mais faute de crédits, on abandonna le projet.

L'Université comptait ne rien faire d'ici deux ou trois ans.

Au printemps, quelques étudiants et habitants du quartier décidèrent de transformer le terrain vague boueux et rempli d'ordures en un parc communautaire. Ils y plantèrent du gazon, des arbres et des fleurs, y construisirent des allées en briques, des balançoires et d'autres jeux pour les enfants, firent des sculptures, des bancs et d'autres installations offerts par les gens de la ville, des commerçants, etc. De nombreuses personnes se mirent non seulement à fréquenter le parc, mais à y travailler de longues heures à sa transformation.

Le succès du « Parc du Peuple », en passe de devenir l'institution la plus populaire de la ville, fut évidemment un prétexte pour Heyns et Reagan de frapper durement la gauche.

Il décida de construire un terrain de football sur l'emplacement. Il le reconnut lui-même : il ne s'agissait pas du parc, mais du problème de savoir qui contrôlait *le parc.*

Le 15 mai à 4 heures du matin, la police envahit le parc, expulsant ses occupants et arrêtant ceux qui résistaient. Un grillage de 3 mètres de haut fut construit à la hâte tout autour et on entreprit la démolition du parc.

La nouvelle fut vite connue et à midi un meeting de protestation eut lieu à la Faculté. Quand les manifestants s'approchèrent du parc, ils furent accueillis par une armée de flics et le règne de la terreur commença. La nuit, l'état d'urgence fut proclamé.

Après de nombreuses manifestations et des heurts violents, des dizaines de milliers de personnes affluèrent de toute la Californie en une grande manifestation le 29 mai, qui, bien qu'interdite, put se dérouler pacifiquement, la police n'osant intervenir.

A l'heure où nous écrivons, le « Parc du Peuple » n'est toujours pas restitué. Un cordon de soldats et de flics ne peut pas y être maintenu indéfiniment.

Si le « Parc du Peuple » est détruit, le terrain sur lequel il a été construit restera un terrain gaspillé, un monument de la répression.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers